



Thème 1 – La Seconde Guerre mondiale

Sommaire

Programme	2
Présentation générale du thème	3
Chapitre 1 – Les grandes étapes, les acteurs et le bilan de la Seconde Guerre mondiale	4
• Enjeux historiographiques sur l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale	4
• Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale	9
• Pièges à éviter	11
Chapitre 2 – Un conflit marqué par des violences de masse : politiques d'exclusion, crimes de guerre, systèmes concentrationnaires et génocides	11
• Enjeux historiographiques : l'attitude de l'Espagne franquiste face à la question juive et la déportation des républicains espagnols vers Mauthausen	11
• Orientations pour la mise en œuvre	17
• Pièges à éviter	19
Chapitre 3 : la France et l'Espagne dans la guerre : collaborations et résistances	20
• Enjeux historiographiques	20
• Orientations pour la mise en œuvre	26
• Pièges à éviter	34
Bibliographie et ressources	34

Programme

Chapitre 1 – Un conflit mondial : grandes phases, acteurs, bilan

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer l'étendue du conflit mondial et à établir un bilan matériel, humain et moral de la guerre.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les protagonistes et leurs motivations; • les grandes phases de la guerre; • les principaux théâtres d'opérations; • le bilan matériel, humain et moral de la guerre; • les bases d'un nouvel ordre international (création de l'ONU, procès de Nuremberg et de Tokyo, accords de Breton Woods).
------------------------------	--

Chapitre 2 – Un conflit marqué par les violences de masses : politiques d'exclusion, crimes de guerre, systèmes concentrationnaires et génocides

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer l'étendue et la violence du conflit mondial, notamment envers les civils, et à montrer le rôle de cette violence dans le processus menant au génocide des Juifs d'Europe.</p> <p>On peut mettre en avant à partir d'exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la multiplication des crimes de guerre, violences et crimes de masse : les civils, nouvelles cibles de la guerre; • camps et systèmes concentrationnaires dans la guerre; • le processus qui mène au génocide des Juifs d'Europe dans le contexte de la guerre; • le génocide des Tsiganes.
------------------------------	---

Chapitre 3 – La France et l'Espagne dans la guerre : collaborations et résistances

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à présenter les situations de la France occupée et de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le choc de la défaite de 1940 en France; • le régime de Vichy et la collaboration; • les résistances en France; la participation espagnole à la Résistance française; • l'Espagne franquiste : une neutralité en débat; • la répression de l'opposition dans les premières années de la dictature franquiste, les maquis républicains.
------------------------------	---

Présentation générale du thème

Le programme d'histoire de terminale Bachibac s'ouvre avec l'étude de la Seconde Guerre mondiale et s'inscrit dans la continuité du dernier thème du programme de Première : « Le suicide de l'Europe : la Première Guerre mondiale, les crises et la montée des totalitarismes (1914-1939) ».

Les trois chapitres de ce thème traitent successivement des phases générales et des acteurs du conflit mondial, puis de ce qui fait sa spécificité dans les violences de masse (univers concentrationnaire et génocides) avant de mettre la focale sur deux pays dans ce conflit, la France et l'Espagne. En ce qui concerne les chapitres 1 et 2, on pourra se reporter à la [ressource d'accompagnement](#) consacrée à ce thème pour le programme national sur le site eduscol. Dans le cadre d'un enseignement binational, l'étude de la Seconde Guerre mondiale se prête à des éclairages particuliers :

- l'implication de l'Espagne franquiste dans un conflit qui semble reproduire, à une autre échelle, ce qui s'est joué sur le sol espagnol entre 1936 et 1939 ;
- le chapitre 3 permet de mettre en avant les spécificités du positionnement du régime franquiste et l'engagement d'une minorité d'Espagnols dans la collaboration militaire ou au contraire la résistance armée face à l'Axe. La guerre est un prisme pour analyser les relations extérieures du franquisme et pas uniquement un élément de contextualisation de l'étude du premier franquisme. Par ailleurs, malgré certaines similitudes entre le régime franquiste et celui de la France de Vichy, il s'avère que les deux États étaient, pendant le conflit, davantage en concurrence qu'en complémentarité.

Le traitement des chapitres 1 et 2 du programme se prête à des éclairages portant sur l'Espagne et l'Amérique latine. Toutefois, cette intégration ne peut être que marginale et laissée à la libre appréciation des professeurs : ainsi, on peut évoquer la place et le rôle de l'Amérique latine pour mettre en évidence la dimension mondiale de la guerre (chapitre 1) ; la question des « violences de masse¹ » (chapitre 2) peut être abordée via l'étude du camp de Mauthausen où des républicains espagnols ont été incarcérés, ou via la politique franquiste envers les juifs.

Ce thème mobilise les notions suivantes : guerre, Axe, Alliés, génocide, résistance, collaboration.

On pourra consacrer à ce thème 12 à 15 heures.

Décliné en trois chapitres, le thème ne vise pas l'étude exhaustive du conflit et des choix sont à effectuer par le professeur. Une moyenne de 4 à 5 heures pour chaque chapitre peut être envisagée. Néanmoins, il convient d'accorder une attention particulière au chapitre 3, qui requiert des apports spécifiques sur la chronologie et sur les enjeux à la fois politiques, diplomatiques, territoriaux et économiques, tantôt convergents, tantôt concurrents, entre la France et l'Espagne.

Problématiques générales du thème – Comment le projet de domination mondiale des forces de l'Axe a-t-il été mis en échec ? Dans quelle mesure la France et l'Espagne franquiste ont-elles participé au conflit ?

1. Le terme « violence de masse » est défini ainsi par Jacques Sémelin dans le cadre du programme scientifique « [Encyclopédie en ligne des violences de masse](#) » (Sciences Po, CERI) : « Le terme de "violence de masse" vise à éviter un vocabulaire contraint par des normes juridiques (génocide) ou visuelles (massacre). Par violence de masse, on entend des violences physiques ciblées et systématiques, qu'elles soient concomitantes ou échelonnées dans le temps. »

Chapitre 1 – Les grandes étapes, les acteurs et le bilan de la Seconde Guerre mondiale

Ce premier chapitre invite les élèves à étudier la dimension mondiale du conflit (grandes phases, théâtres d'opérations, protagonistes) et son règlement, qui pose les bases d'un nouvel ordre mondial. Une [ressource d'accompagnement sur le site éducol](#) fait un état des lieux complet sur ce chapitre.

La mise en œuvre de ce chapitre n'exige aucun développement spécifique sur l'Espagne ou sur le monde hispanophone. Néanmoins, il est possible d'y insérer un point rapide sur l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale, pour laquelle un éclairage spécifique est ici proposé.

Enjeux historiographiques sur l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale

Les premières recherches sur la place de l'Amérique latine dans les événements de cette période ont surtout été initiées aux États-Unis. Cela s'explique par l'intérêt d'une partie de la jeunesse étudiante étasunienne pour l'Amérique latine, stimulée par de nombreux programmes universitaires et des dotations pour la recherche². D'abord centrées sur les mouvements sociaux qui ont émaillé les années 1960 en Amérique latine, les recherches ont été progressivement étendues aux années antérieures, selon le découpage chronologique propre à l'histoire étasunienne, soit les années Roosevelt (1933 - 1945) et les années de guerre concernant directement les États-Unis (1941-1945)³.

L'étude de la Seconde Guerre mondiale revêt deux dimensions pour l'Amérique latine. La première est politique et militaire, la seconde économique.

Sur le plan politique et militaire, le contrôle du sous-continent a toujours été une préoccupation des États-Unis, au point qu'en pleine guerre, en 1943, Samuel Flagg Bemis (prix Pulitzer en 1927) publiait une étude sur la politique des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine, dans laquelle il estimait que la menace de l'Axe était le meilleur des tests pour connaître la fidélité des républiques latino-américaines.

Les relations entre les États-Unis et leurs voisins du Sud pendant le conflit ont aussi fait l'objet de monographies. À titre d'exemple, en 1974, Randall B. Woods a montré que le but des États-Unis était de subordonner l'Argentine à leurs besoins stratégiques pour faire face à une guerre totale⁴. Des travaux sur les archives du *British Foreign Office*⁵ et sur la presse latino-américaine pendant le conflit ont permis de mieux comprendre la participation militaire du Mexique et du Brésil, seuls pays à avoir envoyé des contingents sur les fronts aux côtés des États-Unis.

2. À la fin du XX^e siècle, près de 50 universités étasuniennes permettaient le financement et la publication d'une soixantaine de thèses par an sur l'Amérique latine.

3. José MOYA, *The Oxford Handbook of Latin American History*, Oxford University Press, 2011.

4. Randall B. WOODS, « *Hull and Argentina: Wilsonian Diplomacy in the Age of Roosevelt* », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1974, p. 350-371.

5. Stephen R. NIBLO, « *British Propaganda in Mexico during the Second World War: The Development of Cultural Imperialism* », *Latin American Perspectives*, Vol. 10, No. 4 (Autumn, 1983), p. 114-126.

Sur le plan économique, d'autres historiens étasuniens se sont intéressés à l'impact de la politique de « bon voisinage » de Roosevelt⁶, qui offrait aux pays d'Amérique latine de nouveaux débouchés en remplacement des partenaires européens.

En 1995, une synthèse est faite de ces deux dimensions⁷ : quelles qu'aient été les raisons qui ont poussé Roosevelt à maintenir cette politique aussi longtemps et malgré ses défauts, elle a été bénéfique aux États-Unis au moment où la Seconde Guerre mondiale a éclaté. En effet, les pays latino-américains qui avaient des relations commerciales, migratoires et historiques avec l'Axe, ont assez vite rompu leurs liens avec lui, à l'exception de l'Argentine, qui ne l'a fait que très tardivement. Néanmoins, les historiens anglo-saxons ont continué à se pencher plutôt sur les aspects conjoncturels à court et moyen termes⁸ pour les pays latino-américains plutôt que sur les aspects structurels que cette relation avec les États-Unis induisait. En revanche, les historiens latino-américains⁹, essentiellement intéressés par les liens de dépendance structurelle avec le puissant voisin nord-américain et les répercussions économiques de la Seconde Guerre mondiale sur le sous-continent, ont surtout vu dans la politique de Roosevelt une façon de confirmer le statut d'arrière-cour de l'Amérique latine¹⁰.

Le récent ouvrage de la journaliste Mary Jo McConahay¹¹ rassemble plusieurs épisodes de la guerre mis en avant par les historiens nord-américains. Entre autres, elle évoque la lutte intense et serrée (ce qu'elle appelle la « guerre-tango ») entre les États-Unis et l'Axe pour s'attacher la neutralité voire l'aide des pays latino-américains, la présence des troupes mexicaines et brésiliennes sur les fronts, les réseaux d'espionnage, les évacuations forcées de Latino-Américains d'origine japonaise ou allemande vers des camps aux États-Unis et les parcours d'Européens fuyant le continent. Cette approche journalistique témoigne du retour d'un intérêt pour les faits ponctuels incarnés plutôt que pour des analyses socio-économiques de long terme.

6. Max Paul FRIEDMAN, *Nazis and Good Neighbors: The United States Campaign against the Germans of Latin America in World War II*, Cambridge, 2003.

7. Fredrick B. PIKE, *FDR's Good Neighbor Policy: Sixty Years of Generally Gentle Chaos*, Austin, 1995.

8. Thomas M. LEONARD et John F. BRATZEL, *Latin America during World War II*, Plymouth, 2006.

9. « *América Latina se comportó como una especie de retaguardia aliada, proporcionando materias primas y alimentos a bajas especies con la promesa de un futuro trato preferencial.* » extrait de Sergio GUERRA VILABOY, *Etapas y procesos en la historia de América Latina*, Veracruz, 1997, p. 42 (Amérique latine durant la Segunda Guerra mundial).

10. José GALINDO, « *La conferencia de Chapultepec (1945): El nacionalismo económico latinoamericano frente a la política librecambista de Estados Unidos* », *América Latina en la Historia Económica*, vol. 24, n°2, México, 2017.

11. Humberto MORALES MORENO, *América Latina en la Segunda Guerra Mundial (la historiografía del populismo en la región)*, R.H.A., n°140, enero-junio 2009.

11. Mary Jo MC CONAHAY, *The Tango War : the Struggle for the Hearts, Minds and Riches of Latin America during WWII*, New York, 2018.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain mexicain

Deux mises au point pour préciser l'implication de l'Amérique latine dans le conflit mondial.

Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2011, p. 73-106.

L'Amérique latine est soumise durant les années 1930 à une pénétration fasciste non négligeable.

L'avancée est d'abord et avant tout commerciale. L'Allemagne se fait très présente au Brésil, au Chili, en Colombie, en Argentine et en Uruguay, et le Japon essentiellement au Paraguay et au Pérou. Ces pays sont intéressés par les matières premières latino-américaines et développent une propagande anti-américaine qui trouve toujours un certain écho en Amérique latine. Puis viennent les relations culturelles et militaires avec les États fascistes européens et le nazisme allemand. Il est vrai que l'Allemagne bénéficie, notamment au Chili et en Argentine, de liens étroits tissés à la fin du siècle dernier lorsqu'elle contribue à la modernisation des armées. Les officiers prussiens ont installé des missions permanentes et l'industrie d'armement allemande, Krupp en particulier, est dominante dans la région. Il existe donc dans ces pays une puissante communauté allemande, qui sert de relais à la stratégie de pénétration de l'Allemagne. Certains dictateurs comme Ubico au Guatemala ou Benavides au Pérou s'inspirent ouvertement des méthodes fascistes. Le Premier ministre de Benavides, José de la Riva Agüero, est un de ces fascistes latino-américains dont l'anticommunisme n'a d'égal que l'anticapitalisme et qui réussissent à fonder des formations partisans de masse, à l'image de l'Union révolutionnaire au Pérou, qui compte jusqu'à 5 000 miliciens armés, de l'Action intégraliste brésilienne, qui peut mobiliser des foules de 100 000 personnes, de la Phalange socialiste bolivienne ou du Parti nazi chilien.

Les cinquièmes colonnes nazies se présentent en Amérique latine à la fois comme des « nationaux-socialistes » en lutte contre l'impérialisme anglo-saxon et comme des défenseurs de l'ordre menant le combat contre les communistes.

Or, dans presque tous les pays d'Amérique latine, de nombreux et puissants secteurs sociaux, frustrés par de longues années de domination libérale, envisagent favorablement une victoire des forces de l'Axe. Le dirigisme économique et le totalitarisme politique des régimes dictatoriaux européens font des adeptes au sein de l'ancienne bourgeoisie conservatrice.

Enfin, les régimes autoritaires fleurissent dans la région pendant la guerre. Néanmoins, la raison d'État prévaut presque partout, en fonction d'intérêts bien compris.

Les rapports entre l'attitude des différents gouvernements face au conflit mondial et les formes prises par les régimes politiques latino-américains pendant et après la guerre sont complexes.

[...]

En septembre-octobre 1939 se tient la première réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères des États américains. Une attitude de neutralité est arrêtée, définissant une zone interdite à tout acte de guerre. La seconde réunion du même type a lieu en 1940, après les défaites française et hollandaise, et traite du sort des colonies européennes sur le continent américain. Celles-ci sont placées sous la tutelle provisoire des États américains afin que la neutralité du continent puisse être préservée, ce qui n'aurait plus été le cas si les îles françaises et néerlandaises étaient passées sous contrôle allemand.

L'entrée en guerre des États-Unis le 9 décembre 1941, le lendemain de l'attaque de Pearl Harbor, a des conséquences importantes pour l'Amérique latine. Les petits États d'Amérique centrale et des Caraïbes – le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras et Panama le 9 décembre, Cuba et la République dominicaine le 10 – déclarent immédiatement la guerre à l'Allemagne et au Japon, apportant surtout un soutien moral aux États-Unis.

En janvier 1942, les États-Unis convoquent la troisième réunion de consultation à Rio de Janeiro. Ils demandent aux Latino-Américains de rompre leurs relations diplomatiques et commerciales avec les forces de l'Axe et une junte interaméricaine de défense est créée. Puis rapidement, ils exercent des pressions pour que les pays d'Amérique latine déclarent la guerre à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon. Ces pressions diffèrent d'intensité d'un pays à l'autre, et les réactions latino-américaines ne sont pas homogènes.

Il est clair, par exemple, que les États-Unis peuvent avoir besoin du Brésil comme tête de pont pour acheminer des troupes vers le théâtre nord-africain de la guerre, via les colonies françaises de l'Afrique occidentale française. Le Brésil, alors sous la férule de Getulio Vargas, a instauré une dictature soupçonnée par beaucoup d'avoir des sympathies pour les régimes fascistes. Deux considérations dispersent ces craintes. D'une part Vargas est aux prises avec une opposition active du parti Action intégraliste brésilienne, soutenu par l'Allemagne nazie et, d'autre part, il projette très tôt de marchander son entrée en guerre afin que son pays devienne la grande puissance latino-américaine de l'après-guerre. De fait, Vargas obtient pour son pays des conditions financières exceptionnelles, qui permettent notamment au Brésil de développer par la suite une industrie sidérurgique, et saisit le prétexte d'une attaque sous-marine pour déclarer la guerre à l'Allemagne en décembre 1942. Le Brésil est le seul pays latino-américain qui envoie des troupes combattre en Europe, ce qui se révèle d'ailleurs être une expérience très frustrante pour les militaires brésiliens.

Avec 2 000 kilomètres de frontière commune, le Mexique s'avère tout aussi important pour les États-Unis. La politique de bon voisinage y a d'ailleurs subi un test de première importance lorsque Roosevelt laisse le président Cárdenas nationaliser l'industrie pétrolière en 1938. Le 1^{er} janvier 1942, le Mexique déclare la guerre aux forces de l'Axe et envoie un escadron d'avions de combat dans le Pacifique.

Hormis la Colombie et la Bolivie, qui entrent en guerre en 1943, la plupart des autres pays déclarent la guerre au tout dernier moment en 1945. Lors d'une conférence interaméricaine extraordinaire, à Mexico en février-mars 1945, un acte est signé (l'Acte de Chapultepec) recommandant l'élaboration d'un traité d'assistance réciproque. Il est aussi décidé que les pays qui ne l'ont pas encore fait déclarent la guerre aux puissances ennemies afin de pouvoir adhérer aux Nations unies et constituer un puissant groupe américain de pays membres. Pour la plupart des pays concernés, le fait de ne pas avoir déclaré la guerre ne signifie pas nécessairement qu'ils ont eu une quelconque sympathie pour le camp fasciste, et d'ailleurs des pays comme le Chili, le Venezuela ou le Pérou participent à l'effort de guerre en fournissant des matières premières aux alliés.

Humberto Morales Moreno, « América Latina en la Segunda Guerra Mundial (la historiografía del populismo en la región) », R.H.A. n° 140, janvier-juin 2009, p.33-49.

América Latina estuvo muy lejos del foco de las conflagraciones y tuvo una participación menor, en el terreno diplomático, en la resolución del conflicto llamado « Segunda Guerra Mundial ». [...] América Latina ha estado sujeta por periodos largos de su historia moderna y contemporánea al capital extranjero, a frecuentes convulsiones políticas y a controversias con Estados extranjeros por reclamaciones de deudas y reparaciones de daños a súbditos de dichos estados. Esta experiencia [...] está detrás de esta tradición diplomática latinoamericana que será empleada en las negociaciones continentales de la Segunda Guerra Mundial. [...]

El creciente papel de la economía norteamericana y su expansión hacia América Latina en la coyuntura de la Segunda Guerra Mundial no se entendería sin mencionar, como antecedente de este vuelco histórico de América Latina hacia Estados Unidos, el papel que jugaron las potencias europeas en el siglo XIX como beligerantes en sus intentos de reconquista y nueva dominación colonial sobre las jóvenes repúblicas americanas. [...] Esto produjo una relación muy extraña entre América Latina y Europa en el siglo XX. Por un lado, aversión a un acercamiento político, por el otro, una fascinación por su sistema cultural y comercial. [...]

En cuanto a España, su mayor acercamiento a las repúblicas latinoamericanas se debió a la política de expatriación ultramarina a Cuba, Uruguay, Argentina y México [...]. En los momentos cruciales de la llegada de las ideas nazifascistas a América Latina, la influencia ideológica de la Falange [española] fue mucho más importante en las élites ligadas a las potencias del Eje, que las ideas propias del nazismo alemán o del fascismo italiano. [...] En los albores de la Segunda Guerra Mundial, los nazis intentaron ganar la confianza de los países latinoamericanos de tres formas: persuasión, intriga y subversión. Si agregamos a esto que Italia, aliada del Führer, tenía fuertes colonias simpatizantes en Uruguay, Argentina, Venezuela y Sao Paulo en Brasil, vemos que, esencialmente el Cono Sur fue campo de gran agitación pro-nazi hasta que las presiones internas, las medidas populistas, el ataque a la URSS y la presencia diplomática norteamericana forzaron los acontecimientos en contra de Hitler a partir del año 1941. [...]

La participación de América Latina en la Segunda Guerra Mundial tuvo mayor valor en el terreno diplomático que en el de la confrontación militar. [...] Brasil fue realmente el único estado latinoamericano que participó con una armada militar activa en la Segunda Guerra Mundial. Esta guerra ofreció a América Latina nuevas oportunidades de actuar políticamente en la esfera internacional. El estallido de las hostilidades en Europa obligó a una reunión [...] de los Ministros de Asuntos Exteriores en Panamá. Se aprobó [...] la neutralidad militar (1939). Las cosas así duraron poco una vez que se conoció la caída de Francia en 1940. Una segunda reunión de Ministros en la Habana (julio de 1940) fortaleció, irónicamente, la Doctrina Monroe al acordarse prevenir la no transferencia de colonias europeas americanas a otras potencias NO americanas (clara alusión a una eventual victoria militar de Alemania en Europa). [...] Pearl Harbor y la entrada de Estados Unidos en la guerra aceleró que nueve naciones latinoamericanas declararan la guerra al Eje. Con la conferencia de Río de enero de 1942, todas las naciones americanas, excepto Argentina y Chile habían roto relaciones diplomáticas con el Eje. [...] La Segunda Guerra Mundial fue una coyuntura favorable para la industrialización, urbanización y desarrollo del intervencionismo estatal en [los países latinoamericanos]. [...] Esta « participación » [de América Latina en la guerra] descubrió tres realidades que no han logrado despegarse del devenir actual de la región : la inserción de la economía latinoamericana en la órbita comercial y política de los Estados Unidos ; el carácter esencialmente exógeno del desarrollo económico latinoamericano, provocado por coyunturas de guerra y sustitución de importaciones sin una política a largo plazo de industrialización con crecimiento económico sostenible ; el carácter del populismo como estrategia de legitimidad política interna aprovechando la coyuntura de guerra, sin ningún contenido ideológico o estratégico militar definido en el escenario internacional.

Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale

Au vu du temps imparti pour le chapitre, il n'est pas possible de faire une étude exhaustive. Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre selon une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

L'enseignement de la Seconde Guerre mondiale au lycée s'appuie sur les connaissances acquises au **cycle 4**, en classe de **troisième** à la fin de la partie « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) » sous le prisme des « crises » : la Seconde Guerre mondiale est présentée comme le fruit des tensions idéologiques des années 1930 et l'attaque contre l'URSS comme un basculement vers la guerre totale. Les programmes d'histoire n'abordent cependant pas l'Amérique latine pendant cette période.

Éléments de problématisation

Les éléments de problématisation proposés ci-dessous sur la place et le rôle de l'Amérique latine dans la Seconde Guerre mondiale ne sont que des suggestions et ne doivent pas faire l'objet d'une étude spécifique et exhaustive. Néanmoins, certains de ces éléments peuvent être choisis et insérés comme illustrations des éléments du programme général.

De manière générale, ce chapitre vise à étudier les grandes étapes et les acteurs de la Seconde Guerre mondiale et d'en faire le bilan à une échelle planétaire, tant sur le plan humain que sur les plans économique, politique et moral.

Concernant la question relative à la place et au rôle de l'Amérique latine, elle est à envisager dans le cadre de l'histoire mondiale du conflit, pour se détacher d'une vision trop euro-péo-centrée, afin de faire percevoir aux élèves de Bachibac comment l'Amérique latine, souvent oubliée des manuels, n'est pas restée complètement à l'écart du conflit.

L'Amérique latine offre un bon exemple de la mondialisation du conflit : alors même que ses territoires et les États qui la composent sont situés en marge des principaux théâtres d'opérations militaires, et que seuls deux de ses pays ont envoyé des hommes se battre sur les théâtres d'opérations (le Brésil après sa déclaration de guerre en 1942 et le Mexique dans une moindre mesure), elle est tout de même impliquée dans la guerre par bien des aspects. Du fait de ses ressources stratégiques, de son ouverture maritime, de ses populations issues de l'émigration européenne, l'Amérique latine a d'emblée suscité un intérêt militaire, diplomatique et économique majeur pour les acteurs européens (l'Allemagne nazie contre le Royaume-Uni) et américains (États-Unis surtout). Au cœur d'un jeu d'espions, d'un grand travail de propagande, l'Amérique latine a ainsi été le cadre d'une bataille navale (la seule de la guerre dans cette région, mais aussi la première), de flux de réfugiés (européens) ou d'expulsés (japonais ou allemands vers des camps étasuniens).

Problématiques générales du chapitre – En quoi la Seconde Guerre mondiale surpasse-t-elle, par son étendue, son intensité et ses conséquences, les conflits qui l'ont précédée ? Comment et dans quelle mesure l'Amérique latine participe-t-elle à cette guerre et au nouvel ordre international qui en procède ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

Ce chapitre étant adapté en très grande partie du chapitre 3 du thème 1 du programme d'histoire de terminale générale, il est utile pour la mise en œuvre de se reporter aux indications fournies pour le programme national.

Comment évoquer la question de l'Amérique latine dans ce chapitre avec les élèves si ce choix est fait par l'enseignant ? L'éclairage proposé ci-dessous n'est qu'une suggestion, les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Si des pays d'Amérique latine participent également au conflit aux côtés des Alliés, c'est de façon tardive et marginale. D'abord, à l'instar des États-Unis, aucun pays d'Amérique latine n'entre en guerre en 1939 lorsque l'Allemagne attaque la Pologne. Par ailleurs, seuls certains d'entre eux déclarent la guerre à l'Axe dès l'attaque de Pearl Harbor (Cuba, Costa Rica, Panama). La plupart restent neutres ou se contentent de rompre leurs relations avec l'Axe.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis, pendant la guerre, renforcent leurs relations avec l'Amérique latine initiées par la « politique de bon voisinage » : soutien économique et matériel aux pays du sous-continent, propagande¹². Les États-Unis bénéficient de bases militaires au Panama et sur les îles Galapagos, de sources d'approvisionnement en matières premières stratégiques (caoutchouc brésilien, pétrole vénézuélien, étain bolivien...). Les exportations du Mexique et du Brésil vers les pays alliés provoquent de nombreux torpillages de bateaux de commerce par les Allemands¹³. Cela explique leur engagement militaire dans le conflit : le Mexique envoie l'Escadron 201 (aussi surnommé « *Los Águilas aztecas* ») dans le Pacifique, tandis que le Brésil dépêche la Force expéditionnaire brésilienne (appelée « *las Víboras fumantes* »), composée de plus de 25 000 soldats, pour les opérations en Italie. Enfin, les liens tissés par les États-Unis et les pays d'Amérique latine aboutissent, le 8 mars 1945, à la signature de l'Acte de Chapultepec (alliance d'appui militaire en cas d'attaque, préfiguration du futur Traité de Rio ou TIAR), à laquelle seule l'Argentine est absente.

Lexique spécifique à faire acquérir : *Aliados, Eje, guerra mundial, guerra-relámpago, desembarco*

12. On peut souligner le rôle crucial (diplomatique, économique, et de propagande) de Nelson Rockefeller dans le cadre de l'OIAA (Office de Coordination des Affaires interaméricaines) et de Walt Disney avec le dessin animé sorti en 1944, « *Los tres caballeros* » avec Donald Duck (États-Unis), Pepe Carioca (Brésil) et Pancho Pistolas (Mexique).

13. La première bataille navale de la Seconde Guerre mondiale a lieu au large du Rio de la Plata le 13 décembre 1939. Elle oppose un cuirassé allemand de la *Kriegsmarine*, le Graf Spee, à trois croiseurs de la *Royal Navy*. Les eaux américaines voient par la suite le naufrage de nombreux autres bateaux, essentiellement de marchandises ou de pétrole.

Exemple de mise en œuvre

La proposition pédagogique présentée ci-dessous est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#) sur le site de l'académie de Toulouse.

América Latina en la Segunda Guerra mundial

Cette activité propose d'étudier [l'implication des pays d'Amérique latine dans la Seconde Guerre mondiale](#) via l'engagement de troupes mexicaines et brésiliennes. Les élèves travaillent en groupes, en classe et à la maison, sur un corpus documentaire et produisent une synthèse écrite. Des outils de mutualisation, comme Framapad, sont mobilisés.

Pièges à éviter

- Développer un récit chronologique linéaire du conflit, au détriment de la mise en avant des tournants significatifs.
- Consacrer trop de temps à l'Amérique latine, alors que cette question est optionnelle.

Chapitre 2 – Un conflit marqué par des violences de masse : politiques d'exclusion, crimes de guerre, systèmes concentrationnaires et génocides

Ce chapitre insiste sur la violence du conflit (crimes de guerre, crimes de masse, génocides). Pour autant, il ne s'agit pas de réfléchir spécifiquement ni sur la notion de guerre totale ni sur celle de guerre d'anéantissement, mais plutôt de montrer aux élèves que ces violences résultent d'un processus génocidaire particulièrement étudié par Raul Hilberg¹⁴ et que les civils sont placés au cœur de ce conflit à la fois comme acteurs et comme victimes de violences extrêmes. Une [ressource d'accompagnement sur le site eduscol](#) fait un état des lieux complet sur ce chapitre.

Bien que le programme n'exige aucun développement sur l'Espagne, le thème offre des opportunités pour proposer un éclairage spécifique.

Enjeux historiographiques : l'attitude de l'Espagne franquiste face à la question juive et la déportation des républicains espagnols vers Mauthausen

Le régime franquiste face à la question juive : du récit de propagande à l'histoire

À partir de 1974, l'ouverture des archives en Espagne et les travaux d'historiens étrangers¹⁵ ayant accès à d'autres sources ont permis une compréhension plus fine de l'attitude de l'État franquiste face au génocide juif. Les preuves du caractère antisémite du camp franquiste sont multiples : la « collusion judéo bolchevico maçonnique » est accusée d'être responsable de tous les maux de l'Espagne ; des ouvrages antisémites, comme *Le Protocole des Sages de Sion* et *Le Juif International* d'Henry Ford, sont diffusés en Espagne. En 1997, Jacobo Israel Garzón a prouvé la constitution par le régime franquiste d'un fichier juif à partir de 1941.

14. Raul HILBERG, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris (Fayard), 1988 (1973 pour l'édition aux États-Unis).

15. Voir les travaux pionniers de l'historien israélien Haïm AVNI, *España, Franco y los Judíos*, Madrid (Altalena), 1982 (Tel Aviv 1974).

Néanmoins, environ 30 000 juifs menacés d'extermination dans l'Europe sous domination nazie ont pu être sauvés par calcul politique de l'Espagne franquiste. Ce sauvetage est magnifié par le régime, alors en quête de légitimité internationale : les organes de propagande puis des historiens proches du pouvoir¹⁶ construisent le mythe de l'action salvatrice de Franco. Cette entreprise porte ses fruits car, si l'ambassadeur d'Israël condamne en 1949 à la tribune de l'ONU les affinités entre le régime franquiste et le régime nazi, des politiciens israéliens ou des dirigeants juifs valorisent cette action¹⁷. En réalité, un certain nombre de ces sauvetages ont été le fait de diplomates espagnols qui ont largement outrepassé les consignes de l'État. Si ces diplomates en poste dans l'est de l'Europe¹⁸ ont contribué à sauver des juifs (surtout des Séfarades), à faciliter leur venue en Espagne et leur départ vers les États-Unis, Franco, lui, s'est toujours opposé à leur installation durable en Espagne. L'appareil d'État franquiste a toléré ces passages en Espagne uniquement parce qu'il s'agissait de transits¹⁹. De plus, les historiens actuels, notamment Josep Calvet et Danielle Rozenberg, ont montré, en établissant une périodisation fine de l'action de Franco à l'égard des juifs, que « l'intervention salvatrice espagnole, loin de répondre à une sensibilité philosémite du Caudillo et de son entourage, comme le régime a tenté de le faire croire dans l'après-guerre, repose principalement sur la raison d'État : affirmation de la souveraineté espagnole, préservation des intérêts économiques, prise en compte à la fois des exigences allemandes, de la pression alliée, et enfin de l'issue prévisible du conflit mondial²⁰ ».

Les Espagnols dans la politique concentrationnaire : les déportés de Mauthausen, une connaissance et une reconnaissance tardives

Le programme du Bac fait une place particulière à l'étude du système concentrationnaire nazi, à la différence du programme national, qui met l'accent sur la guerre à l'Est et la politique d'extermination nazie.

Les camps de concentration nazis ont longtemps été un objet difficile à définir, souvent confondus avec les centres de mise à mort de la Shoah, alors que leur logique n'est pas la même que celle de l'extermination. En outre, dans un contexte de tensions entre histoire et mémoires, ils peuvent constituer un sujet d'étude sensible, voire périlleux²¹.

Certes, les amicales de survivants des camps nées dès 1945 se sont donné pour vocation de faire entendre les témoins : ainsi est créé le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CH2GM), fruit des travaux des déportés-historiens²².

16. Federico YSART, *España y los Judíos en la Segunda Guerra mundial*, Barcelona, 1973.

17. Golda MEIR, *Primera Ministra de Israel en el Parlamento israelí (Knesset)*, 1959 : "El pueblo judío y el Estado de Israel recuerdan la actitud humanitaria adoptada por España durante la era hitleriana, cuando dieron ayuda y protección a muchas víctimas del nazismo".

Shlomo BEN AMI, *Ex Ministro de Asuntos Exteriores de Israel y primer embajador de Israel en España*. Époque, 1991 : « El único país de Europa que de verdad echó una mano a los judíos fue un país en el que no había ninguna influencia judía: España, que salvó más judíos que todas las democracias juntas ».

18. Ainsi de Julio Palencia, ambassadeur en poste à Sofia, surnommé le « fameux ami des juifs » dans la correspondance des autorités allemandes.

19. Gena OLAN, *Franco's Spain and the Jewish Rescue Effort during WWII*, 2013. En anglais, la [présentation par l'autrice](#), en conférence et avec de nombreux documents de son travail de recherche.

20. Danielle ROZENBERG, « L'Espagne face à la Shoah », in *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2015/2, n°203, p. 163-194.

21. Laurent DOUZOU, *La résistance française, une histoire périlleuse*, Seuil, 2005.

22. Thomas FONTAINE, « Les premiers pas du CH2GM en histoire de la Déportation », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 242, avril 2011, p.101-119.

Le premier grand travail de référence sur Mauthausen²³ paraît en 1954 avec la monographie de l'historien médiéviste et ancien déporté à Mauthausen Michel de Bouârd²⁴. Marqué par l'affaire Meerschaum de 1964²⁵ et l'erreur de la thèse de l'historienne Olga Wormser-Migot en 1968²⁶, il milite pour qu'un travail objectif, à la fois éloigné de l'hagiographie comme du révisionnisme, soit effectué.

C'est ainsi à l'initiative de Michel de Bouârd et de l'Amicale de Mauthausen que paraît une nouvelle publication d'envergure renouvelant l'étude de l'histoire de ce camp : la thèse d'État de Michel Fabréguet, résultat de 13 ans de recherches, est un travail qui fait encore aujourd'hui référence²⁷. L'auteur y étudie l'évolution de la mortalité selon les périodes et selon les catégories de prisonniers, ainsi que la complexité des relations à l'intérieur de cette « société-limite », marquée par les calculs, les rapports de pouvoir et les réseaux. Il ne fait pas une étude spécifique sur les « Espagnols rouges » qui y sont internés, mais en recense 6 737, marqués par le triangle bleu (apatrides) et la lettre S (Spanier).

L'étude des Espagnols dans le système concentrationnaire a été une préoccupation des survivants eux-mêmes. À l'inverse des autres déportés qui ont pu rentrer dans leur pays après la libération des camps, leur exil a continué après la guerre. Leurs associations sont donc nées en France²⁸ :

- d'une part la *Federación Española de Deportados e Internados Políticos* (FEDIP), créée à Toulouse en août 1945, présidée par Largo Caballero, et qui a édité entre 1961 et 2000 la revue *Hispania* comme bulletin interne ;
- d'autre part l'Amicale de Mauthausen, créée à Paris au sortir de la déportation et qui n'a cessé de publier depuis 1946.

En Espagne, l'existence même de ces Espagnols de la déportation a été totalement ignorée durant toute la période franquiste, même si des bulletins clandestins de l'Amicale de Mauthausen y circulaient à partir de 1962. Le premier témoignage publié en France d'un Espagnol déporté est celui d'Amadeo Sinca Vendrell²⁹. Les autres paraissent à la toute fin du franquisme³⁰. Le premier travail universitaire est celui du Britannique David Wingeate Pike³¹. Dix ans plus tard, les historiens Manuel Razola et Mariano C. Campo publient à Paris *Triangle bleu : les républicains espagnols à Mauthausen*³², dans lequel ils listent les victimes, comme l'avait fait juste avant eux la journaliste catalane Montserrat Roig en 1977³³.

23. Si en français, on écrit « Mauthausen », les Espagnols utilisent indistinctement Mauthausen et Mathausen.

24. Michel DE BOUÂRD, « Mauthausen », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 15-16, juillet-septembre 1954, p.80.

25. Thomas FONTAINE, « [Michel de Bouârd, un historien de la Déportation entre certitudes et inquiétudes](#) », *Annales de Normandie*, 2012/1, p. 41-59.

26. Bertrand HAMELIN, Thomas FONTAINE, « [L'erreur d'Olga Wormser-Migot sur les chambres à gaz de Ravensbrück et de Mauthausen](#) », *En jeu, Histoire et mémoires vivantes*, n°2, décembre 2013. Dans sa thèse soutenue en 1968, Olga Wormser-Migot affirme de manière erronée l'inexistence de chambre à gaz à Mauthausen et à Ravensbrück.

27. Michel FABREGUET, *Dépérir et travailler : production et extermination à l'intérieur du camp de concentration de Mauthausen : 1938-1945*, thèse de 1990 ; *Mauthausen, camp de concentration national-socialiste en Autriche rattachée (1938-1945)*, thèse d'État de 1995.

28. Association Génériques, [Guide thématique des sources d'archives privées inventoriées par Génériques. Les républicains espagnols déportés de France et travailleurs forcés pendant la Seconde Guerre mondiale](#), Collection Guides des Archives privées de l'immigration, 2005.

29. Amadeo SINCA VENDRELL, *Lo que Dante no pudo imaginar : Mathausen-Gusen, 1940-1945*, Saint-Girons, 1946.

30. Pere VIVES i CLAVE, Agustí BARTRA, *Cartes dels camps de concentració*, Barcelone, 1972 ; Eduardo PONS PRADES, Manuel VÁZQUEZ MONTALBÁN, *Los que sí hicimos la guerra*, Barcelone, 1973 ; Mariano CONSTANTE, *Los años rojos : españoles en los campos nazis*, Barcelone, 1974.

31. David WINGEATE PIKE, *Vae Victis! Los republicanos españoles refugiados en Francia, 1939-1944*, Paris, 1969.

32. Manuel RAZOLA et Mariano C. CAMPO, *Triangle bleu : les républicains espagnols à Mauthausen*, Paris, 1979.

33. Montserrat ROIG, *Els catalans als camps nazis*, Barcelone, 1977.

Il faut attendre la fin des années 1990 et surtout 2000 (année où le *Partido Popular* obtient la majorité absolue aux *Cortes*), pour que de nouvelles publications paraissent, tandis que le mouvement de *Recuperación Por la Memoria Histórica* prend de l'ampleur. L'heure n'est plus alors à la « mémoire de la réconciliation » – ou *pacto de silencio* – dominante dans les années 1980. Dans cette effervescence, on trouve des ouvrages en castillan mais surtout en catalan, et de nombreuses rééditions de livres plus anciens sur le thème de la déportation. Parmi ces ouvrages, beaucoup sont le fruit de collaboration entre historiens, journalistes, hommes politiques, autorités locales (*ayuntamientos*), fondations... De plus, nombreuses sont les publications à s'intéresser à un groupe de résistants ou un lieu particulier, en s'appuyant sur des sources précises. Parmi ces monographies, le livre de Benito Bermejo, richement illustré, permet de montrer le rôle du déporté Francisco Boix aux procès de Nuremberg³⁴. Enfin, en 2005 sort sur TV3 le documentaire « *El convoy de los 927* », en parallèle de la publication du livre éponyme de Montserrat Armengou et Ricard Belis³⁵. Ce documentaire contient un prologue du chef du gouvernement de l'époque, le socialiste José Luís Rodríguez Zapatero³⁶, ce qui est une étape importante vers la reconnaissance étatique³⁷. Le point d'orgue de ces publications est le livre de Benito Bermejo et Sandra Checa qui, à l'égal du travail des époux Klarsfeld pour les juifs déportés depuis la France, établissent la liste des déportés espagnols dans les camps nazis ainsi que des renseignements sur chacun d'entre eux³⁸. Malgré ce foisonnement des dernières années, notamment sous la forme de documentaires et de romans graphiques, on peut souligner l'absence d'une banque de données orales comprenant les témoignages des déportés survivants³⁹. Quant à la reconnaissance publique, elle ne se matérialise vraiment sur le sol espagnol que le 5 mai 2019 avec l'inauguration, dans le Jardin des Nouveaux Ministères, d'une stèle portant la mention : « *El Gobierno de España rinde tributo y homenaje a los españoles deportados y fallecidos en Mauthausen y en otros campos y a todas las víctimas españolas del nazismo* ».

34. Benito BERMEJO, *Francisco Boix, el fotógrafo de Mauthausen*, Barcelone, 2002 (2^e édition révisée en 2015).

35. Montserrat ARMENGOU, Ricard BELIS, *El convoy de los 927*, Barcelone, 2005.

36. José Luis Rodríguez Zapatero, dans le prologue : « *Es necesario rescatar la memoria de las víctimas de los regímenes antidemocráticos, del franquismo, del fascismo y del nazismo* » ; « *La amnistía no debe confundirse con la amnesia, el perdón con el olvido* »

37. Le 2 février 1978, le roi d'Espagne Juan Carlos I^{er}, en visite officielle en Autriche, s'était rendu à Mauthausen où il avait rendu hommage aux républicains espagnols avec une gerbe de fleurs et l'installation d'une stèle portant le texte suivant : « *España a sus hijos caídos en Mathausen. 2 de febrero de 1978* ». En novembre 1983, le chef du gouvernement Felipe González, en visite en Autriche, se recueille devant la stèle. En revanche, l'absence d'une quelconque autorité espagnole est remarquée lors des cérémonies du 40^e anniversaire de la libération du camp, en 1985, alors que Ronald Reagan, président des États-Unis, est présent. En 1989, c'est au tour de Jordi Pujol, président de la *Generalitat* de Catalogne, de se rendre au camp de Mauthausen. Pour le 50^e anniversaire de la libération du camp en 1995, une centaine de survivants espagnols sont présents à Mauthausen où, arborant le drapeau de la République espagnole (« *una bandera sin país* »), ils en chantent l'hymne. Il n'y a aucune représentation officielle de l'État espagnol ce jour-là dans l'ancien camp de concentration, mais 24 survivants de Mauthausen ont été invités dans l'hémicycle du Congrès à Madrid.

38. Benito BERMEJO, Sandra CHECA, *Libro Memorial. Españoles deportados a los campos nazis (1940- 1945)*, Madrid, 2006.

39. Ce foisonnement, à un moment où les témoins sont de moins en moins nombreux, permet au catalan Enric Marco de se faire passer pour un survivant de Mauthausen, multipliant les interventions, les conférences et les parutions entre 2000 et 2005. Mais l'historien Benito Bermejo dévoile la supercherie en 2005, prouvant que Marco était parti volontairement travailler en Allemagne dans le cadre d'un accord entre Franco et Hitler, en août 1941. L'histoire de ce scandale a inspiré l'écrivain Javier Cercas (*L'imposteur*, 2014).

Un texte d'historienne contemporaine française et un texte d'historiens contemporains en espagnol

Deux mises au point complémentaires pour éclairer la construction du mythe de « Franco salvateur »

Danielle ROZENBERG, *L'Espagne contemporaine et la question juive : Les fils renoués de la mémoire et de l'histoire*, Toulouse, 2006 [édition en ligne].

Selon un décompte réalisé par H. Avni, l'Espagne a durant la seconde moitié de la guerre participé au sauvetage de 11 535 juifs : 7 500 réfugiés arrivés aux frontières dans le cas des programmes nationaux, 3 235 ayant bénéficié de la protection diplomatique et encore 800 ressortissants espagnols sauvés par rapatriement. [...] Cette estimation doit être considérée comme un chiffre maximal, en tout état de cause largement inférieur au nombre de juifs que le gouvernement de Franco aurait pu sauver. Un autre thème polémique est l'information dont pouvait disposer le gouvernement franquiste à propos des événements tragiques qui se déroulaient en Europe. Selon B. Rother, Madrid connaissait, dès la fin 1941, les conditions de vie catastrophiques des juifs dans les territoires de l'Est occupés. Les responsables espagnols étaient au courant des déportations depuis le milieu de l'année 1942, et l'assassinat de masse fut connu au plus tard en juillet 1943. De sorte que les décisions prises concernant l'aide octroyée ou refusée aux Séfarades ne sauraient se justifier a posteriori par une ignorance des menaces qui pesaient alors sur cette population. Un rapport confidentiel rédigé en 1961 par le ministre des Affaires étrangères Castiella concluait : « *Durant la guerre, pour des raisons sans doute impérieuses, l'État espagnol même lorsqu'il a prêté une aide efficace aux Séfarades, a pêché dans certains cas par excès de prudence; il est évident qu'une action plus rapide et décidée aurait sauvé davantage de vies.* » [...] « *Les Nations Unies sont nées des souffrances d'une génération martyrisée. Six millions de juifs sont morts. Un million d'enfants juifs ont été jetés dans les fours crématoires et les chambres à gaz. Le souvenir de ces actes épouvantables, inhumains et organisés, demeurera toujours présent dans la mémoire d'Israël et dictera sa conduite. La délégation israélienne ne prétend en aucune façon que le régime espagnol a pris une part directe dans cette politique d'extermination, mais elle affirme que le gouvernement franquiste a été un collaborateur actif et un ami du régime responsable de cette politique, contribuant ainsi à la puissance de ce régime.* [...] *Pour Israël le point d'achoppement central est l'alliance du régime franquiste avec le bloc nazi-fasciste.* » Cette déclaration, prononcée en 1949 à la tribune de l'ONU par l'ambassadeur d'Israël Abba Eban pour justifier l'opposition de son pays à la levée des sanctions votées en 1946 contre l'Espagne, est à l'origine d'un contentieux durable entre les deux États, qui se prolongera jusqu'à l'établissement de relations diplomatiques en 1986. En réaction aux accusations israéliennes, le ministère des Affaires étrangères va lancer une campagne de propagande qui magnifie l'action salvatrice du gouvernement de Franco durant la Seconde Guerre mondiale. Le Bureau d'information diplomatique édite ainsi une brochure *España y los Judíos*, traduite en français et en anglais, que les représentations occidentales ont pour mission de diffuser. Ce qui relevait au départ d'une campagne de désinformation s'est imposé comme représentation dominante, y compris au sein du judaïsme mondial. En Espagne, le livre de Federico Ysart, *España y los Judios en la Segunda guerra mundial* a été le vecteur actif du discours officiel. L'auteur, qui n'hésite pas à grossir le trait pour vanter la magnanimité du *caudillo*, va jusqu'à intituler l'un de ses chapitres « *Don Quichotte face à Hitler* », une formule reprise par la suite avec un succès certain. Les persécutions à l'encontre des Judéo-Espagnols durant la Seconde Guerre mondiale et l'extermination de nombre d'entre eux dans les camps nazis ont été longtemps ignorées ou sous-estimées. L'ampleur de la destruction du judaïsme ashkénaze, conjuguée au mythe d'un Franco salvateur, occultait en partie le vécu séfaraïde de la Shoah. Ainsi, c'est seulement en mars 2003 qu'une mobilisation de l'association « Judéo-Espagnol à Auschwitz », créée à l'initiative d'un survivant de la déportation, Haïm Vidal Sephiha, a permis d'obtenir l'apposition au Mémorial d'Auschwitz-Birkenau d'une 21^e dalle en judéo-espagnol, langue maternelle de la plupart des cent vingt à cent soixante mille victimes juives séfarades originaires des Balkans ou d'Europe occidentale.

Jennifer LLEWELYN, Steve THOMPSON, « La historiografía del Holocausto » [en ligne], *Alpha History*, juillet 2020.

Desde que la barbarie del Holocausto fue expuesta al mundo, los historiadores han tratado de reunir su amplia gama de piezas y darles algún sentido. La historiografía del Holocausto, campo de estudio en curso desde hace 75 años, ha buscado sacar conclusiones sobre cómo evolucionó, quién fue el responsable, quién lo llevó a cabo y por qué sucedió. Estas preguntas no son tan simples como cabría suponer. El Holocausto fue un evento extraordinariamente complejo con millones de personas, grupos y factores contribuyentes. No se limitó a una ciudad, un estado o incluso una nación, sino que se desarrolló en todo un continente. No se ordenó ni se organizó en una política definitiva sino en muchas. Tuvo muchos perpetradores, no todos nazis o alemanes. Tuvo muchas víctimas, no todas judías. Aunque el régimen nazi fue sin duda el principal impulsor de la Solución Final, el estado nazi era en sí mismo una mezcla de personas, departamentos, ideas, motivos e intereses. Adolf Hitler era claramente el líder, pero el alcance de su poder sobre el estado ha sido muy debatido. Los departamentos y agencias nazis ejercían un poder significativo, pero su autoridad a menudo se superponía o incluso competía con otras partes del gobierno. Los historiadores han tenido que explorar este lodazal de personas, lugares, ideas, intereses y eventos. [...]

En términos generales, hay dos escuelas de pensamiento sobre cómo Hitler gobernó [...]. Historiadores intencionalistas como Karl Dietrich Bracher, Lucy Dawidowicz y Eberhard Jackal [...] argumentan que Hitler ejercía un poder enorme tanto sobre el Partido Nazi como sobre el gobierno nacional; su dominio era tan fuerte que las ideas y prejuicios personales de Hitler se convirtieron en las ideas y prejuicios oficiales del estado. La mayoría de [estos] historiadores creen que Hitler y su círculo íntimo tenían un «plan maestro» de larga data para exterminar a la población judía de Europa. [...] Otro grupo de historiadores, [...] funcionalistas o estructuralistas, argumentan [...] el poder de Hitler sobre el Partido Nazi ha sido considerablemente exagerado. [...] Sostienen que Hitler tomó decisiones de manera espontánea, al azar e impredecible. Tenía pocos planes a largo plazo, más allá de restaurar la fuerza militar y expandir el territorio alemán. En ocasiones, Hitler actuó para mantener su posición al frente del partido, que no era tan seguro como se suele creer. Su introducción de las Leyes de Nuremberg de 1935, por ejemplo, se hizo para apaciguar a los antisemitas incondicionales del NSDAP. De esta teoría se deduce que el Holocausto fue producto de las fuerzas antisemitas del movimiento nazi tanto como cualquier manifestación de la voluntad personal de Hitler. Ian Kershaw, principal historiador funcionalista [...], también ha afirmado la existencia de un «mito de Hitler», [sosteniendo] que la percepción de Hitler como un líder dominante y todopoderoso [...] fue producto de la propaganda nazi más que de la realidad.

*Otros contribuyentes a esta historiografía han considerado factores distintos a los nazis. Se han realizado estudios en profundidad de las reacciones y respuestas de las víctimas judías; las actitudes y acciones de los civiles alemanes; y diversas formas de resistencia a la Solución Final. El libro de 1984 del historiador estadounidense David Wyman, *El abandono de los judíos*, afirmó que el gobierno de los Estados Unidos estaba al tanto del desarrollo del Holocausto, pero hizo poco para prevenirlo o interrumpirlo. Christopher Browning, en *Hombres ordinarios*, analiza cómo la propaganda, la ideología y la presión de grupo atrajeron a miles de civiles ordinarios a participar en matanzas masivas. El libro de Daniel Goldhagen, *Los verdugos voluntarios de Hitler*, sostiene que los civiles alemanes, imbuidos de siglos de antisemitismo, apoyaron la eliminación de los judíos o se mostraron apáticos hacia ella.*

Orientations pour la mise en œuvre

Au vu du temps imparti pour le chapitre, il n'est pas possible de faire une étude exhaustive. Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

La notion de guerre d'anéantissement est questionnée au **cycle 4**, en classe de **troisième**, lors du thème 1, « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) ». Il faut rappeler que cette notion doit être maniée avec précaution, ne pouvant être utilisée que pour le théâtre d'opérations d'Europe de l'Est, entre guerre germano-soviétique et mise en place de l'extermination de masse des juifs et des Tsiganes.

Éléments de problématisation

Ce chapitre étant adapté en très grande partie du chapitre 3 du thème 1 du programme d'histoire de terminale générale, il est utile pour la mise en œuvre de se reporter aux indications fournies pour le programme national.

La nuance avec le programme national tient à une réflexion qui intègre le système concentrationnaire nazi, là où le programme national se focalise sur la politique d'extermination issue de la guerre à l'Est. Il est donc important de construire la problématique autour des axes suivants :

- la différenciation entre la politique concentrationnaire, qui existe dès le début du régime nazi, et la politique génocidaire qui se met en place consécutivement à l'invasion de l'URSS ;
- la façon dont ces différences permettent de mettre en avant la spécificité du sort des juifs d'Europe dans les violences nazies, et ainsi de l'historiciser de façon plus claire ;
- montrer ainsi que la notion de guerre d'anéantissement ne concerne qu'une partie de la guerre.

Utiliser l'exemple des Espagnols à Mauthausen comme exemple de la politique concentrationnaire permet ainsi de mettre en perspective cette politique depuis les débuts du nazisme et de la différencier de la Shoah.

Problématique du chapitre – Comment, de l'exclusion au génocide, sont progressivement mises en œuvre, dans le système nazi, des violences de masse ?

Comment mettre en œuvre ce thème avec les élèves ?

Le système concentrationnaire nazi peut être abordé à travers **l'exemple du camp de Mauthausen** qui a été le **lieu de concentration des déportés républicains espagnols**, souvent livrés par le régime de Vichy aux nazis.

Ce camp, situé en Autriche, à la tête de tout un système de petits camps annexes qui l'entourent⁴⁰, est l'un des ensembles les plus meurtriers du système concentrationnaire national-socialiste (à l'exclusion des centres de mise à mort de l'Est). On se reportera à la thèse et aux études de Michel Fabréguet sur Mauthausen, qui a établi le nombre

40. En mars 1945, sur les 84 000 prisonniers de Mauthausen, 65 000 se trouvaient dans les camps annexes.

de prisonniers à environ 200 000 et le nombre des victimes à 100 000 à Mauthausen et dans ses camps satellites, notamment Gusen (où le taux de mortalité était de 90 %).

L'exploitation économique de Mauthausen et de Gusen est au centre des préoccupations pour maintenir l'effort de guerre nazi à partir de 1942 ; la main-d'œuvre de ces camps est exploitée par de grandes entreprises allemandes (Reichswerke, Steyr-Daimler-Puch, Messerschmitt et Heinkel). D'ailleurs le ministre de l'armement du Troisième Reich, Albert Speer, vient visiter en personne le camp en mars 1943 pour s'assurer de la productivité des prisonniers. La thèse de M. Fabréguet décrit les relations internes entre détenus et analyse une micro-société marquée par la violence, voire un système de « mafias » où les comités nationaux ou internationaux règnent en maîtres tandis que les individus isolés n'obtiennent pas de soutien. Mettre en avant ces réalités permet de montrer la spécificité de la logique concentrationnaire nazie, distincte de celle de l'extermination.

La figure de Francisco Boix, qui a joué un rôle central dans la sauvegarde des photos du camp, est intéressante pour aborder la question des traces et des preuves des crimes allemands. En effet, avec l'aide d'autres prisonniers du camp de Mauthausen⁴¹, dont des Espagnols⁴² (Antonio García Alonso), Francisco Boix a pu faire sortir environ 200 négatifs du laboratoire d'identification du camp et les rapporter en France après la libération⁴³. Boix a été le seul Espagnol à témoigner au procès de Nuremberg, le 29 janvier 1946. Peut-être en raison de supposées sympathies trotskystes, García n'a pas été choisi comme témoin aux procès de Nuremberg. C'est Boix, membre du PCE puis du PCF, qui a été appelé à comparaître par le procureur adjoint de la délégation française au procès. Aborder la figure de Boix ouvre ainsi aux enjeux politiques et mémoriels de l'après-guerre.

Travailler sur Mauthausen permet de faire le lien avec les évolutions de la France et de l'Espagne pendant la guerre, à travers le nombre et la typologie des déportés.

Les historiens espagnols évaluent les Espagnols capturés en France à 40 000, dont 30 000 déportés⁴⁴. À Mauthausen, le nombre des déportés espagnols est évalué à environ 7 000 (6 503 si l'on suit le monument aux Espagnols situé dans le camp et 8 700 selon Benito Bermejo et Sandra Checa⁴⁵).

Il faut distinguer deux types de déportés espagnols vers les camps allemands :

- les prisonniers de guerre, pris entre 1940 et 1942. Ils constituent 80 % du total des Espagnols à Mauthausen : placés dans des camps d'internement dans le sud de la France au moment de la *Retirada*, puis dans les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) et Groupements de travailleurs étrangers (GTE) en France, ils sont considérés comme apatrides par Franco et déportés comme tels par les Allemands, incarcérés avec un triangle bleu (apatrides) marqué du S pour « Spanier » ;

41. Sur le conflit entre Boix et García, ainsi que sur le nombre exact de photos sauvées de Mauthausen, voir David WINGEATE PIKE, « Les photographes de Mauthausen : aspects nouveaux d'une affaire célèbre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005-2 n° 218, p 85 à 99.

42. Jacinto CORTES et Jésus GRAU faisaient partie du convoi dit « des 927 ». Voir Arnaud BOULLIGNY, Vanina BRIERE, « [Le train d'Angoulême : premier convoi de déportés parti de France](#) », *Mémoire Vivante* n°62, septembre 2009, p 6.

43. García, malade, a passé quelques semaines au *Revier* entre février et mars 1945 et Boix a obtenu d'être désigné responsable des prisonniers (ce qu'il a nié au procès de Nuremberg, car le mot « kapo » était entaché de collaboration).

44. Association Génériques, *op. cit.*

45. Benito BERMEJO et Sandra CHECA, *op. cit.*, p. 13.

- les « déportés par mesure répressive » pris entre 1942 et 1944, Espagnols entrés en résistance en France, qu'ils aient habité en France avant la *Retirada* ou qu'ils aient échappé aux CTE ou GTE pour entrer dans les groupes de lutte contre l'occupant. Ces derniers étaient peu nombreux à Mauthausen (20 %), car ils étaient plutôt envoyés vers Buchenwald, où ils portaient le triangle rouge des déportés politiques ;
- on peut ajouter à ces deux groupes une exception de taille : le convoi dit « des 927⁴⁶ », parti d'Angoulême le 20 août 1940 et arrivé à Mauthausen quatre jours plus tard. Ce convoi comprenait des femmes, des enfants et des hommes. Seuls les hommes et les adolescents sont débarqués à Mauthausen ; les femmes et les enfants repartent dans les mêmes wagons pour un périple qui les ramène en Espagne, où ils arrivent le 1^{er} septembre 1940. Des 430 hommes et adolescents du convoi d'Angoulême, 82 % sont morts en déportation, notamment à Gusen, ce qui en fait l'un des convois les plus meurtriers.

Lexique à faire acquérir : *genocidio, violencias, exterminio, campo de concentración*

Exemple de mise en œuvre

Cette proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

Mauthausen : un camp de concentration nazi

En s'appuyant sur la retranscription d'un témoignage oral lors du procès de Nuremberg et de planches d'un roman graphique, les élèves élaborent en groupes un texte argumentatif décrivant la déshumanisation mise en place dans les camps. Ce travail donne lieu à une restitution orale.

La proposition pédagogique « [Mauthausen : un camp de concentration nazi](#) » est accessible en ligne.

Pièges à éviter

- Ne pas distinguer camps de concentration et centres de mise à mort.
- Transmettre la thèse selon laquelle Franco aurait facilité la fuite des juifs.

46. Le décompte rapide effectué à Angoulême donnait 437 femmes et enfants et 490 hommes. Mais alors qu'aucun témoin ne rapporte des décès durant le trajet, ce sont 430 hommes qui sont enregistrés à Mauthausen (peut-être quelques-uns venus d'autres camps ont été rajoutés à ceux du convoi d'Angoulême) et ce sont 422 femmes et enfants (une seule femme, malade, a été débarquée en cours de voyage) qui arrivent à Irun. Ce qui fait un total de 853 passagers pour ce convoi et non 927.

Chapitre 3 : la France et l'Espagne dans la guerre : collaborations et résistances

Enjeux historiographiques

Il s'agit principalement d'aborder l'historiographie relative à des problématiques bien identifiées au sujet de l'Espagne, entre publications provenant de journalistes ou d'associations (dans le mouvement de la Récupération de la Mémoire historique), apports d'historiens étrangers et d'une nouvelle génération d'historiens espagnols⁴⁷.

La participation espagnole à la Résistance française

Le rôle des Espagnols dans la résistance française a été peu étudié en France jusque dans les années 1980. On se réfèrera aux travaux de Jean-François Muracciole⁴⁸ sur le rôle des étrangers dans la Résistance de l'intérieur⁴⁹. D'après l'historien espagnol Diego Gaspar Celaya, plusieurs facteurs expliquent ce manque de visibilité : la façon dont la France a écrit sa propre histoire, les représentations liées à quarante ans de dictature en Espagne, l'inaccessibilité de certaines archives, le développement très progressif des initiatives pour compiler les témoignages et les effets de la guerre froide, « tels que l'acceptation internationale du régime de Franco et l'absence d'une diffusion officielle ou tout simplement autorisée de la mémoire résistante, de ses acteurs principaux, et de l'histoire de l'exil espagnol en France, ont été aussi "dissimulés" et longuement oubliés par l'histoire officielle des deux côtés de la frontière⁵⁰ ».

À partir des années 1980, la participation des Espagnols à la Résistance française retient l'attention des associations espagnoles (mouvement de Récupération de la Mémoire historique) et d'universitaires français (Pierre Milza et Denis Pechanski en 1994⁵¹, Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie en 1995⁵²).

Dans leur sillage, les travaux se sont multipliés aussi bien en France⁵³ qu'en Espagne⁵⁴, où la plupart des productions actuelles sur ce thème⁵⁵ émanent de journalistes. La production universitaire espagnole, autour des travaux de Diego Gaspar Celaya⁵⁶ et Martin Gijón⁵⁷ principalement, montre que la participation espagnole à la Résistance française ne se résume pas à la Nueve⁵⁸. En s'interrogeant sur les raisons de l'intérêt

47. On pense ainsi aux travaux de Martin GIJON, Diego Gaspar CELAYA cités plus bas.

48. Jean-François MURACCIOLE, *La Résistance française*, Paris, 1993.

49. Jean-François MURACCIOLE, *Les Français libres, l'autre Résistance*, Paris, 2009.

50. Diego Gaspar CELAYA, « D'un mythe à l'autre, Mémoire et histoire des Espagnols dans la Résistance, Chemins de traverse mémoriels et fabrique des médiations », *Conserveries mémorielles*, n° 20, 2017.

51. Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI (dir.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, 1994.

52. Jean-Marie GUILLON et Pierre LABORIE, *Mémoire et histoire : la Résistance*, Privat, 1995.

53. Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, 1999.

54. Alicia ALTED, *La voz de los vencidos: el exilio republicano de 1939*, Madrid, Santillana, 2005; Francisco CAUDET, *El exilio republicano de 1939*, Madrid, Cátedra, 2005 ; Serrano SECUNDINO, *La última gesta. Los republicanos que vencieron a Hitler. 1939-1945*, Madrid, Aguilar, 2005.

55. Evelyn MESQUIDA, *La Nueve : los Españoles que liberaron Paris, 24 août 1944*, Barcelone, 2008 (éd. actualisée en 2019). Ce travail sur une compagnie incorporée au régiment commandé par le capitaine Dronne et désigné par le général Leclerc pour aller libérer Paris a été depuis adapté en roman graphique par Paco Roca, *Los Surcos del azar*, Bilbao, 2013.

56. Diego Gaspar CELAYA, *La guerra continúa. Voluntarios españoles al servicio de la Francia libre. 1940-1945*, Madrid, 2015. Diego Gaspar CELAYA, *Republicanos aragoneses en la Segunda Guerra mundial : una historia de exilio, trabajo y lucha. 1939-1945*, Saragosse, 2010.

57. Mario MARTIN GIJON, *La resistencia franco-española (1936-1950)*, Badajoz, 2014..

58. Cette participation est notamment le fait d'Espagnols réfugiés en Afrique du Nord, donc incorporés à la France Libre à partir de la fin de 1942, tandis que beaucoup des Républicains de la *Retirada*, réfugiés en France, ont intégré les groupes de la Résistance de l'intérieur (un Espagnol figure sur l'« Affiche Rouge »).

particulier porté à cette compagnie et sans nier la qualité des informations mises au jour par les travaux journalistiques, Celaya se demande dans quelle mesure ces derniers n'ont pas contribué à une « mythification de la Nueve » et recommande un recul critique.

L'Espagne franquiste : une neutralité en débat

La politique extérieure de Franco pendant la Seconde Guerre mondiale est au cœur d'un débat historiographique qui naît dès la fin du conflit, structuré en deux courants :

- un courant historiographique « philo franquiste », représenté par des historiens comme Ricardo de la Cierva, Ramón Salas Larrazábal et Luis Suárez Fernández, qui défend la mise en place par Franco d'une politique de neutralité voulue et réfléchie à l'égard des deux camps afin de préserver l'Espagne d'une nouvelle guerre ;
- dès la guerre, cette interprétation est rejetée par un certain nombre d'acteurs. Ainsi, Sir Samuel Hoare, ambassadeur britannique à Madrid de 1940 à 1944, écrit que « *la no-beligerancia española no había significado la neutralidad española* » et que « *si Franco no entró en la guerra no fue por amor hacia nosotros o por dudas sobre la victoria final alemana*⁵⁹ ». À la fin du franquisme émerge une historiographie beaucoup plus critique, portée par Javier Tusell⁶⁰, qui se propose de démystifier cette posture « providentielle » de Franco. Pour Angel Viñas, la thèse selon laquelle Franco aurait, au prix d'une « habile stratégie » (*la habil sabiduría*), réussi à maintenir coûte que coûte la neutralité du pays pour le protéger des désastres d'une guerre est un mythe élaboré par le régime franquiste lui-même à la fin du conflit mondial⁶¹.

Le rôle joué par la guerre civile dans la politique extérieure de l'Espagne franquiste de 1939 à 1945 demeure un point discuté, pour deux raisons majeures :

- une caractérisation globale de la politique extérieure de Franco rendue quasiment impossible par les changements incessants de la position officielle de l'Espagne dans le conflit (non-belligérance, neutralité...);
- un accès lacunaire aux sources : Amélie Nuq montre comment le problème de l'accès aux archives joue un rôle dans l'établissement de la vérité historique tout en reproduisant les divisions du conflit⁶². Aujourd'hui, malgré un accès aux archives beaucoup plus ouvert, les obstacles sont toujours nombreux, la documentation demeurant mal cataloguée, éclatée et parcellaire⁶³. Le travail de recherche est en outre ponctuellement compliqué par des décisions politiques : un conseil de gouvernement a décidé le 15 octobre 2010 de classer les archives du ministère des Affaires étrangères au motif que leur consultation pourrait porter atteinte à la sécurité de l'État. Il est donc impossible d'accéder à la totalité des archives diplomatiques relatives à la Seconde Guerre mondiale⁶⁴.

59. Samuel HOARE, *Ambassador on Special Mission*, Londres, 1946, p.285-286. Cité par Enrique MORADIELLOS, « *España y la Segunda Guerra mundial, 1939-1945: Entre resignaciones neutralistas y tentaciones beligerantes* » in Carlos NAVAJAS (éd.), *Siglo. Actas del V Congreso de Historia de Nuestro tiempo*, Logroño, 2016, p. 55-74.

60. Javier TUSELL, *Franco y Mussolini. La política española durante la segunda guerra mundial*, Madrid, 1985 ; *Id., Franco, España y la Segunda Guerra Mundial. Entre la neutralidad y el Eje*, Madrid, 1995.

61. Ángel VIÑAS « *Sabiduría y hábil prudencia* », *Temas para el Debate*, 186, 2010, p. 23.

62. Amélie NUQ, « *Conflits de mémoires et usages (très) politiques de l'histoire : le cas des archives du franquisme* » in *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, Revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po, mai-août 2016.

63. Par conséquent, Paul PRESTON, évoqué plus bas, affirme s'appuyer sur de nombreuses monographies locales, largement alimentées par le travail des associations de *Recuperación de la Memoria Histórica*.

64. Au vu de cette décision, un archiviste sélectionne la documentation qui lui semble pertinente en fonction de la demande de l'utilisateur.

La répression de l'opposition dans les premières années de la dictature franquiste, les maquis républicains

La répression, la violence et les résistances à la dictature sont des champs d'investigation en profond renouvellement depuis une vingtaine d'années, la recherche ayant été gelée jusqu'en 1975 par la dictature franquiste.

Dans un premier temps, le travail des historiens a été d'établir le nombre exact des victimes de la dictature alors même que Franco avait fondé sa légitimité sur les violences dont se seraient rendus coupables les républicains depuis 1931 et que l'accès aux archives restait partiel. La multiplication des monographies aux échelles locale et régionale a permis une meilleure connaissance de ce sujet. La focale s'est ensuite déplacée vers d'autres aspects de la violence, les lieux de son exercice et les effets des mesures de répression socio-économiques mises en place par l'État franquiste. Cela a permis de mieux cerner la « culture politique du sang⁶⁵ », c'est-à-dire l'éventail des mesures répressives qui ont participé à l'instauration d'un régime de terreur par Franco.

Depuis les années 1990-2000, l'émergence d'une histoire du franquisme « vu d'en bas⁶⁶ » enrichit l'analyse des mécanismes de la violence et de la répression en s'interrogeant sur les participations des populations. C'est ce que se propose de faire Claudio Hernández Burgos⁶⁷, pour qui la question n'est pas seulement d'« étudier la répression contre les vivants » mais de comprendre la violence franquiste comme un phénomène complexe et changeant, en termes de mécanismes, d'acteurs, de théâtres et de contextes temporels⁶⁸. À ce propos, si certains historiens, comme Johann Chapoutot⁶⁹, considèrent que le franquisme s'adoucit au fur et à mesure que l'Axe s'affaiblit, d'autres, comme Paul Preston⁷⁰, insistent au contraire sur le fait que l'Espagne se lance après 1939 dans une véritable guerre d'annihilation des opposants, à l'instar du régime de Vichy, et que ces répressions vont *crescendo*, sans ordres de l'Axe.

Le programme mentionne les maquis, également nommés en Espagne la *guerrilla*, et en France la « résistance antifranquiste espagnole ». Mercedes Yusta Rodrigo définit cette dernière comme « la résistance armée contre la dictature de Franco, menée par des guérilleros qui étaient pour certains d'anciens soldats républicains ou des militants de gauche, avec l'appui d'une partie de la population civile, et qui se déroula dès le début de la guerre civile jusqu'aux années 1950⁷¹ ». Ce mouvement hétérogène, largement dominé par le Parti communiste, a été qualifié par les autorités franquistes de mouvement de « bandits » et de « terroristes », et par ses partisans de « guérilla » ou de maquis, sur le modèle de la Résistance française. Il ne s'est jamais transformé en une armée de libération nationale et ne reçut jamais la dénomination de « résistance », ce qui a eu des incidences sur la manière dont il a été appréhendé par les historiens. Le constat fait par Mercedes Yusta Rodrigo est que « les études sur

65. Alberto REIG TAPIA, *Franco « Caudillo » : Mito y realidad*, Madrid, 1996, p. 186.

66. Angela CENARRO LAGUNAS, « La historia desde abajo del franquismo », in Oscar RODRIGUEZ BARREIRA (dir.), *El Franquismo desde los márgenes : campesinos, mujeres, delatores, menores...*, Lleida, 2013, p. 29-44.

67. Claudio HERNANDEZ BURGOS, « Les dynamiques locales et quotidiennes de la répression franquiste (1936-1950) », *Vingtième siècle*, 2015/3, n°127, p. 196-209.

68. La citation est empruntée à Julio PONCE ALBERCA et Irene SÁNCHEZ GONZÁLEZ, « No solo represión : dictadura franquista, conceptos históricos y categorías morales », *Hispania nova*, 10, 2012.

69. Johann CHAPOUTOT, « Les États autoritaires : l'Espagne, le Portugal et la France de Vichy », *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe – 1918-1945* Paris (PUF), 2013, p. 249-284.

70. Paul PRESTON, *The Spanish Holocaust : Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Harper Collins, 2012. L'ouvrage a été traduit en français : *Une guerre d'extermination. Espagne, 1936-1945*, Belin, 2016.

71. Mercedes YUSTA, « L'historiographie de la Résistance antifranquiste espagnole en relation avec l'historiographie de la Résistance française », in Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 277-291.

la guérilla disponibles aujourd'hui combinent une bonne connaissance des faits avec une quasi totale absence de réflexion théorique ou de modèles historiographiques autres qu'une histoire narrative des plus traditionnelles⁷²». Ce phénomène, bien connu factuellement, reste au final peu conceptualisé⁷³.

Dans les années 1990-2000, une nouvelle génération d'historiens espagnols renouvelle les approches, en questionnant la guérilla anti-franquiste avec les outils de l'histoire sociale. Cette évolution est à relier à l'émergence d'une histoire du franquisme « vu d'en bas » qui analyse d'une part les mécanismes de la violence et de la répression en s'interrogeant sur la participation des populations, et d'autre part la résistance armée en la comparant avec les autres antifascismes. La résistance anti-franquiste est ainsi comprise comme le symptôme d'un malaise profond existant dans les campagnes, reflet des inégalités socio-économiques jamais éradiquées par les lois de désamortissement⁷⁴.

De nouveaux transferts s'opèrent entre les historiographies française et espagnole, appliquant les notions de culture de guerre à la guerre civile, ce qui permet d'appréhender différemment la violence dont fait preuve le franquisme dans les premières années de la dictature.

Enfin, d'après Mercedes Yusta Rodrigo⁷⁵ et d'autres historiennes⁷⁶, les études de genre contribuent à affiner la compréhension du phénomène.

72. *Ibid.*

73. Il n'existe à ce jour qu'une synthèse à l'échelle nationale : Secundino SERRANO, *Maquis, historia de la guerrilla antifranquista*, Temas de Hoy, 2001. L'ouvrage est traduit en français en 2021 : *Maquis, Histoire des guérillas anti-franquistes*, Nouveau monde, 2021.

74. Voir la ressource d'accompagnement éducol du thème 4 de seconde Bachibac et du thème 1 de première Bachibac.

75. Mercedes YUSTA RODRIGO, « La Résistance franquiste vue d'en bas », *op. cit.* ; Mercedes YUSTA RODRIGO, « *Las mujeres en la resistencia antifranquista : un estado de la cuestión* », *Arena*, 2005, 12 (1), p. 5-34. Mercedes YUSTA, Ignacio PEIRO (dir.), *Heterodoxas, guerrilleras y ciudadanas. Formas de resistencia femenina en la España moderna y contemporánea*, Saragosse, 2015.

76. Giuliana DI FEBBO, *Resistencia y movimiento de mujeres en España, 1936-1976*, Barcelone, Icaria, 1979 ; Irene ACED MURILLO, « *Dignidad, supervivencia y luto. Agencias y resistencias de mujeres aragonesas de guerra y posguerra* », in M. YUSTA et I. PEIRO (dir.), *op. cit.*

Un texte d'historienne contemporaine française et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux éclairages complémentaires sur les rôles de la France et de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale.

Anne DULPHY, « Les relations bilatérales France-Espagne : un survol historique », *Lettre de l'Irsem* n° 8, 2012.

La non-intervention [de 1936] a été synonyme d'abandon de la Seconde République par le Front Populaire français. [...] Léon Blum mit en œuvre une formule « élastique » – selon ses propres termes – laissant la porte ouverte aux livraisons de matériel et d'armes tout en considérant avec complaisance les départs des Brigades internationales. [...] De son côté, la Seconde République mena une politique extérieure [...] pour rappeler qu'elle était le seul pouvoir légitime du pays [...]. La dégradation militaire du camp républicain, au printemps 1938, coïncida avec la chute [de] Blum [...]. Daladier fit sienne la ligne britannique et, début 1939 [...], envoya Léon Bérard en émissaire auprès des autorités de Burgos, reconnues le 27 février. Dans le même temps, l'asile accordé avec réticence aux réfugiés dans l'hexagone et leur internement dans des camps provoquèrent chez les républicains une profonde désillusion vis-à-vis de la France des droits de l'homme.

La normalisation diplomatique avec l'Espagne franquiste, consécutive à la signature des accords Bérard-Jordana⁷⁷ restés secrets, se traduisit par l'envoi du maréchal Pétain comme ministre plénipotentiaire à Madrid [...] jusqu'en mai 1940. [...] Même si Hitler avait clairement exclu à l'automne 1940 de satisfaire les revendications franquistes sur le Maroc et l'Oranie, celles-ci continuèrent jusqu'en 1942 à être l'objet de tensions avec [Vichy]. Ces ambitions annexionnistes [...] répondaient sans conteste à une volonté de profiter de la faiblesse de la France [...] pour renverser l'équilibre entre les deux pays, prolongeant les rancunes passées : [...] « *Il n'existe pas d'amitié sans justice et il y a trop d'injustices à réparer pour que l'amitié de la France soit authentique* »⁷⁸. [...]

Les rapports inégalitaires établis après la Libération entre une France résistante admise dans le camp des vainqueurs et une Espagne marginalisée pour s'être rangée dans celui du fascisme ont alimenté la francophobie franquiste, d'autant que la normalisation esquissée⁷⁹ [...] était contredite par la solidarité manifestée aux républicains réfugiés dans l'hexagone. Les autorités françaises étaient en effet partagées entre la conviction que le régime franquiste, belligérant moral, ne pouvait survivre à la défaite fasciste, et la nécessaire prise en compte des urgences économiques – réévaluation de l'importance des pays neutres [...]. Elles ont donc opté pour une ligne opportuniste qui conciliait un prudent rétablissement des relations bilatérales, au nom de l'intérêt national, avec des proclamations d'antipathie idéologique. [...]

La forte émotion nationale provoquée par l'exécution de dix guérilleros le 22 février 1946, parmi lesquels l'ancien résistant Cristino García, a levé ces ambiguïtés et semblé répondre aux attentes de l'exil. Le gouvernement tripartite [de] Félix Gouin [mit] en œuvre une politique interventionniste contre la dictature péninsulaire : non seulement il l'isola par une quarantaine unilatérale, fermant la frontière pyrénéenne fin février [...], mais il fut à l'origine de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies [...] préconisant l'exclusion [du régime franquiste] des institutions et conférences internationales reliées à l'ONU. [...] De manière symétrique, un soutien résolu était apporté aux républicains espagnols [...], Paris devenant début 1946 le siège des institutions républicaines en exil.

77. Les accords Bérard-Jordana ont été signés le 25 février 1939 à Burgos et sont restés secrets.

78. Propos de Franco, décembre 1940.

79. Signature d'accords commerciaux en mars 1944.

Or, quelques mois suffirent pour mettre en lumière [...] les déchirements et la sclérose de l'antifranquisme. [...] Le déclenchement de la guerre froide se greffa sur l'échec patent de la quarantaine unilatérale, inefficace vis-à-vis de l'Espagne et préjudiciable aux intérêts français, pour amener l'exécutif à décider, début février 1948, de rétablir la circulation pyrénéenne. Cette décision, et l'assentiment unanime qu'elle rencontra hors de la mouvance communiste, reflétaient l'effacement des valeurs de la Résistance et de la référence antifasciste qui avaient prévalu dans l'immédiat après-guerre au profit de la priorité anticommuniste.

Manuel GÓMEZ PÉREZ, *España en la Segunda Guerra mundial*, thèse soutenue à l'Université de Séville, 2013.

La participación de España en la Segunda Guerra Mundial ha hecho correr ríos de tinta. Después de la muerte del general Francisco Franco en 1975 comienza la apertura de los archivos históricos y la desclasificación de documentos referentes a [esta] cuestión. A partir de esta fecha los historiadores de la época intentan desembarazarse de 35 años de propaganda franquista que insistía que gracias a la resistencia de Franco ante las presiones de Hitler, España consiguió mantener una estricta neutralidad y así evitar los horrores de una Segunda guerra después de la que había vivido el país entre los años 1936-1939. Continuadores de esta propaganda oficial hasta nuestros días son autores como Luis Suárez Fernández [...]

A estas afirmaciones hay que añadirles otras como que « una de las metas que Franco asignó a sus primeros Gobiernos, fue lograr para España –reducida de hecho a un ínfimo nivel en el concierto de las naciones y arruinada a causa de su contienda civil- libertad y dignidad en el orden internacional; sólo desde ellas pueden los débiles hacerse respetar. No tenemos dato alguno que permita suponer que Franco creyera que estaba en condiciones de operar desde la fortaleza y no desde la debilidad.

Son afirmaciones que gracias a las investigaciones de los autores alejados del franquismo y de las obras más actuales sabemos que no son así. Enrique Moradiellos, Manuel Ros Agudo, Antonio Marquina Barrio, o Ángel Viñas entre otros son los máximos exponentes del intento de desmitificación de la política del régimen franquista en la guerra mundial.

Ahora estamos en disposición de afirmar que Franco si dejó escritas sus intenciones de entrar en la Segunda Guerra mundial, gracias a las cartas escritas por ejemplo entre el dictador español y el italiano Benito Mussolini ofreciéndose a ello ; y que si intentó negociar desde una posición de fuerza por ejemplo tras la ocupación de Tánger por tropas españolas el 14 de junio de 1940. Las obras que se han escrito en los últimos años, sobre todo a partir de la obra [...] escrita por Javier Tusell en el año 1995 [...] se han ocupado principalmente de desvelar las intenciones de Franco, y lo han hecho sobre todo siguiendo dos líneas principales : periodizando la Segunda Guerra mundial con respecto a España a través de los cambios de posición del régimen franquista como neutral o no-beligerante o, a través de la actuación personal del caudillo español, si quiso, a pesar de las circunstancias en las que se encontraba el país, entrar en la guerra al lado de las potencias del Eje o, si fueron sus exigencias y acciones predeterminadas las que alejaron a España del conflicto. Además de éstas dos líneas principales, numerosos son los autores que se han centrado en temas más concretos como puede ser las ambiciones imperialistas del Caudillo, eje principal de su política pro Eje ya que consideraba que la victoria de Roma y Berlín sobre las democracias occidentales le daría la oportunidad de restablecer la gloria patria con el aumento de las posesiones norteafricanas en detrimento del imperio colonial francés ; o las relaciones bilaterales entre España y los países aliados o del Eje.

Orientations pour la mise en œuvre

Au vu du temps imparti pour le chapitre, il n'est pas possible de faire une étude exhaustive. Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Si les élèves ont une connaissance de l'histoire de la France dans la Seconde Guerre mondiale, étudiée en **CM2** et en **troisième**, dont les [principaux attendus sont rappelés dans le programme national](#), ils n'ont en revanche jamais étudié l'histoire de l'Espagne dans ce conflit.

Éléments de problématisation

L'intitulé du chapitre invite à étudier successivement le positionnement et l'évolution de la France et de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Une ressource d'accompagnement éducol rappelle [les attendus du programme de terminale Bachibac sur la France](#).

Malgré la neutralité affichée de l'Espagne franquiste, ce pays participe activement aux dynamiques qui sous-tendent le conflit mondial, mais avec des spécificités. Une périodisation fine et propre à l'Espagne permet de saisir son positionnement et son évolution pendant la guerre. La situation critique de l'Espagne en 1939 est fondamentale pour comprendre les modalités de sa participation au conflit, mais aussi le positionnement des Alliés et de l'Axe à son égard. De plus, la guerre civile qui vient de s'achever est à l'origine de mouvements de résistance pluriels, qui se déploient aussi bien en Espagne que sur les territoires français. Ces mouvements ont comme objectif la lutte contre le fascisme. Inscrire l'étude de l'Espagne franquiste dans une histoire européenne et mondiale est nécessaire pour saisir la complexité de cette période.

Si l'on veut comparer l'Espagne et la France entre 1939 et 1945, on peut noter d'abord quelques points communs. Ce sont deux régimes dits « autoritaires conservateurs » : ils véhiculent une image très traditionnelle de la société, avec une organisation économique corporatiste mythifiée, une vision rurale de leur pays, où les femmes sont reléguées à un statut subalterne, procréateur, sans droits politiques, interdisant toute émancipation. Ils ont tous les deux, d'une façon officielle ou non, des liens avec l'Axe. Des résistances et des maquis s'opposent à ces régimes.

Les divergences entre les deux régimes ne sont pas négligeables. L'Espagne de Franco est officiellement neutre ou non-belligérante alors que la France de Pétain, vaincue, collabore. Il y a surtout des tensions diplomatiques entre les deux pays pendant le conflit⁸⁰. En outre, les différents contextes font des Pyrénées une frontière poreuse. La chaîne est d'abord traversée dans un sens Sud-Nord : les Républicains espagnols, fuyant Franco et cherchant refuge dans la France républicaine, franchissent la frontière entre 1938 et 1939 puis sont suivis par des milliers de civils fuyant la famine entre 1939 et 1945. À l'inverse, des flux Nord-Sud existent, qu'il s'agisse des résistants fuyant la Gestapo ou des aviateurs parachutés en France, pourchassés et regagnant le Royaume-Uni via l'Espagne. Enfin, à l'issue du conflit, le sort des deux pays est très différent : l'un

80. Michel CATALA, « L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997.

se retrouve, grâce à l'appui que de Gaulle a toujours obtenu de Churchill et *in extremis* grâce à la reconnaissance étasunienne du 23 octobre 1944, du côté des Alliés, tandis que l'autre est condamné par l'ONU en 1946.

Problématiques générales du chapitre pour l'Espagne – Pourquoi l'Espagne de Franco a-t-elle oscillé entre neutralité et non-belligérance pendant la Seconde Guerre mondiale ? Quelles formes diverses ont prises les résistances espagnoles ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Pour l'étude de la situation de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale, on peut mettre en avant dans ce chapitre les trois points suivants :

- la participation espagnole à la résistance française ;
- la question de la neutralité de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale ;
- la répression de l'opposition dans les premières années de la dictature franquiste, les maquis républicains.

La participation espagnole à la Résistance française : comment expliquer l'engagement d'une partie des exilés espagnols au sein de la Résistance en France et quelles sont les formes prises par cette participation ? Comment cela permet-il de comprendre sous un autre angle les combats de la Résistance et de la France libre ?

Dès 1937, des républicains espagnols fuient *via* les Pyrénées ou *via* les ports de la zone républicaine vers l'Afrique du Nord française. Jugés indésirables et dangereux en France après l'interdiction du Parti communiste par la III^e République⁸¹, ils sont internés dans des camps dits à l'époque « de concentration ». Plusieurs alternatives sont offertes à ces Espagnols, notamment le rapatriement en Espagne (qui diminue drastiquement avec l'entrée en vigueur de la loi de Responsabilités politiques), la possibilité de se faire employer à l'extérieur des camps ou la participation à la lutte contre les forces de l'Axe. Quelque 6 000 Espagnols (succès modeste par rapport à la mise en valeur de cette solution par les autorités des camps) intégrèrent la Légion étrangère et les Régiments de marche de volontaires étrangers (RMVE) lors de la campagne 1939-1940. Le lien d'engagement valant pour 5 ans, cela explique pourquoi ils restent mobilisés lorsque la Légion passe sous le contrôle de Vichy. D'autres participent aux Compagnies de travailleurs étrangers, devenus GTE sous Vichy. La situation politique de septembre 1940 donne lieu à une diversité d'engagements aussi bien dans les Forces françaises libres que dans les mouvements de résistance de l'intérieur. Cette participation est le fait d'Espagnols qui ont fui le régime franquiste mais aussi de ceux qui, arrivés en France en 1910-1920, se sont enrôlés dans l'armée régulière républicaine espagnole en 1936 puis sont revenus en France à la fin de la guerre civile. Ils n'ont jamais perdu de vue le renversement possible du régime franquiste à long terme.

On peut distinguer différentes manières de participer à la **branche intérieure de la Résistance** française : dans un premier temps, la résistance se fait sous le mode d'une presse clandestine et ponctuellement sous la forme d'attentats dans les zones occupées par les Allemands. Petit à petit, la résistance des Espagnols devient armée, aussi bien dans les grands maquis (section Ebro du maquis des Glières en Haute-Savoie)

81. À la suite de la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'URSS le 23 août 1939.

que dans des groupes plus petits et plus mobiles. L'Union nationale espagnole (UNE) est chargée de structurer la contribution des Espagnols à la Résistance intérieure sous influence communiste tout en organisant son propre bras armé. Les guérilleros espagnols prennent part à la libération de plusieurs départements français (Ariège, Aveyron, Gard), participant notamment à des actions de sabotage ou à l'interception et au ralentissement des troupes allemandes refluant vers le Nord⁸². Il est très difficile de quantifier la participation des Espagnols à la Résistance intérieure mais le chiffre de 10000 fin 1944 semble accepté⁸³.

Les Espagnols ont aussi joué un rôle dans la **Résistance extérieure**. Tout d'abord, après la défaite du printemps 1940, les Espagnols intégrés dans la Légion étrangère rejoignent les FFL au Royaume-Uni ou sont transférés en Afrique où ils combattent sous les ordres de Vichy. Certains désertent pour rejoindre les FFL tandis que d'autres, à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, le font au sein des Corps francs d'Afrique : la plupart sont incorporés dans la 9^e compagnie du régiment de marche du Tchad commandé par le capitaine Dronne, aux côtés duquel se trouve Amado Granell, ancien capitaine de l'armée républicaine espagnole. Créée en juillet 1943 à Oran, la 9^e compagnie est l'une des quatre qui composent le troisième bataillon du RMT commandé par l'ex-brigadiste international Joseph Putz. La spécificité de cette compagnie est d'être composée à 80 % d'Espagnols⁸⁴, l'espagnol et le français en sont d'ailleurs les deux langues officielles. Cette unité est envoyée au Royaume-Uni pour s'y préparer au débarquement en Normandie. Intégrée à la 2^e D.B. du général Leclerc, cette unité est surnommée « *la Nueve* ». Ces Espagnols sont les premiers à entrer dans Paris le 24 août 1944, sur des chars et des *half-tracks* que l'armée étasunienne leur a laissés et auxquels ils ont donné des noms de batailles de la guerre civile espagnole (Brunete, Teruel, Guadalajara...). Étudier ces mouvements permet de traiter l'ensemble des mouvements de résistance intérieure et extérieure ainsi que leurs évolutions.

La question de la neutralité de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale : pourquoi l'Espagne a-t-elle oscillé entre neutralité et non-belligérance ?

Depuis 1995, l'objectif des chercheurs, notamment espagnols, est de déconstruire le récit élaboré par le régime franquiste en proposant une périodisation du conflit propre à l'Espagne. Ainsi, Enrique Moradiellos montre qu'une périodisation fine du rôle de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale permet de mettre fin à l'interprétation d'une neutralité voulue par Franco afin de préserver l'Espagne des conséquences d'une guerre⁸⁵. Elle permet de relier les différentes échelles de la guerre, pour bien identifier le rôle de l'Espagne dans le conflit, ou encore de confronter cette périodisation à une périodisation centrée sur la France pour faire ressortir les éléments communs, les différences et les oppositions qui lient ces deux pays dans le conflit mondial.

82. Ainsi de l'action spectaculaire des hommes de Cristino García le 25 août 1944 à la Madeleine-Tornac dans le Gard.

83. Ce chiffre est donné par Diego Gaspar CELAYA qui précise néanmoins qu'il n'y a pas encore eu d'étude exhaustive à ce sujet dans « En Résistance : la guerre continue » in Jordi CANAL et Vincent DUCLERT (éd.), *La Guerre civile espagnole (1936-1939), un événement qui a façonné l'Europe*, Paris, 2016.

84. Sur 160 hommes, on dénombre 146 Espagnols.

85. Mise au point scientifique réalisée à partir de Enrique MORADIELLOS, « Franco en la Segunda guerra Mundial », *Temas para el debate*, n° 186, 2010, p. 26-28 et *id.*, « España y la Segunda Guerra mundial, 1939-1945: Entre resignaciones neutralistas y tentaciones beligerantes » in Carlos NAVAJAS (éd.), *Siglo. Actas del V Congreso de Historia de Nuestro tiempo*, Logroño, 2016, p. 55-74.

Phases	Position de l'Espagne
Veille de la Seconde Guerre mondiale	<p>Dans un contexte de victoire de la dictature, un processus de fascisation conduit à un rapprochement avec l'Axe, dont l'aide militaire, politique et diplomatique pendant la guerre civile a été cruciale. Le lien avec l'Axe a commencé par des traités secrets d'amitié et de collaboration (Italie le 28 novembre 1936, Allemagne le 31 mars 1939) et culmine avec l'adhésion au pacte anti-Komintern le 7 avril 1939.</p> <p>De plus, l'Espagne franquiste partage avec les puissances de l'Axe le rejet du libéralisme et des aspirations irrédentistes qui se traduisent par des positions antibritanniques (volonté de récupérer Gibraltar) et anti-françaises (conflit à propos du protectorat sur le Maroc et la ville de Tanger).</p>
Invasion de la Pologne : la neutralité « forcée » de l'Espagne	<p>Le pays est détruit par la guerre civile et ses approvisionnements alimentaires et énergétiques sont contrôlés par l'alliance franco-anglaise. La neutralité est une nécessité et non un choix.</p> <p>De fait, Franco s'identifie publiquement à la cause de l'Allemagne et l'aide, secrètement, militairement et économiquement.</p> <p>Par ailleurs, les forces franquistes sont en proie à une division politique interne : les phalangistes, favorables à l'Axe, s'opposent à la droite traditionnelle, plus réticente à un affrontement avec les Alliés.</p>
De la victoire allemande (été 1940) à l'entrée italienne dans le conflit : le choix de la non-belligérance	<p>À la suite de la défaite française, Franco souhaite entrer en guerre afin de réaliser ses rêves impériaux (récupérer Gibraltar et bâtir un empire en Afrique du Nord aux dépens de la France et des Marocains). Mais le pays ne peut soutenir un effort de guerre prolongé. Franco et Serrano Súñer, dans une proposition secrète à Hitler mi-juin 1940, proposent d'intervenir militairement aux côtés de l'Axe au dernier moment pour pouvoir participer à la répartition du butin.</p> <p>Cette proposition ne suscite pas l'adhésion d'Hitler, qui la qualifie de coûteuse et de peu sûre⁸⁶, et la refuse. C'est dans ce cadre que la non-belligérance est affirmée.</p> <p>En effet, en parallèle, la situation économique de l'Espagne se dégrade : sa dépendance aux approvisionnements alliés s'accroît. Le Royaume-Uni met tout en œuvre pour que Franco n'aïlle pas au-delà de la non-belligérance (approvisionnements au compte-goutte pour empêcher les réserves, pots-de-vin, etc.).</p>

86. L'Amiral Wilhelm Canaris, chef des services secrets militaires, écrit au commandement militaire allemand : "La política de Franco ha sido desde el principio no entrar en la guerra hasta que Gran Bretaña haya sido derrotada, porque teme su poderío (puertos, situación alimenticia etc...). (...) España tiene una situación interna muy mala. Sufren escasez de alimentos y carecen de carbón. (...) Las consecuencias de tener a esta nación impredecible como aliado son imposibles de calcular. Tendríamos un aliado que nos costaría muy caro." Cité par E. MORADIELLOS, *España y la Segunda Guerra mundial, 1939-1945: Entre resignaciones neutralistas y tentaciones beligerantes*", op. cit.

Phases	Position de l'Espagne
Résistance britannique lors de la bataille d'Angleterre : exacerbation des divergences hispano-allemandes	<p>L'entrevue d'Hendaye le 23 octobre 1940 est le point de cristallisation des divergences historiographiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'historiographie franquiste fait de cet entretien une victoire de Franco qui aurait été capable de résister aux pressions d'Hitler et de garantir la neutralité de l'Espagne ; • l'historiographie critique, à la lumière de la documentation italienne et allemande saisie par les Alliés, permet une autre lecture : Franco pose comme condition préalable à son entrée en guerre l'engagement de l'Allemagne de lui fournir une aide militaire et alimentaire et de lui garantir l'octroi d'une partie de l'empire français. Néanmoins, Hitler a préféré s'allier à la France collaborationniste de Pétain. La neutralité opportune de l'empire colonial français lors de la bataille contre le Royaume-Uni lui a semblé plus stratégique que l'aide coûteuse et peu fiable de l'Espagne⁸⁷. L'Italie abonde dans ce sens. Mais lors de cette entrevue, un « protocole secret » garantissant l'adhésion de l'Espagne au pacte italo-germano-japonais de 1940, est signé. De fait, l'Espagne franquiste devient un partenaire non-belligérant de l'Axe. <p>Hitler a besoin de l'Espagne pour l'opération Felix⁸⁸, mais Franco ne veut entrer en guerre qu'à la fin de l'opération car le pays est affaibli, dépendant du Royaume-Uni et en proie à des tensions internes.</p>
Jusqu'en 1941 : strict alignement avec les puissances de l'Axe malgré une non-belligérance officielle	<p>La création de la <i>División Azul</i> lors de l'offensive contre l'URSS est un moyen de s'identifier à la cause de l'Axe et de contribuer à l'effort de guerre afin de réclamer des gains territoriaux.</p> <p>Pour faire accepter la situation aux Alliés qui intensifient le blocage naval, Franco élabore la « théorie des deux guerres » : l'Espagne franquiste s'implique dans la guerre à l'Est car c'est le prolongement de la « croisade anti communiste » menée pendant la guerre civile, mais reste non-belligérante dans le conflit entre le Royaume-Uni et l'Axe. Cette théorie n'est qu'une façade, ainsi que le montre un rapport de Carrero Blanco à Franco le 12 décembre 1941 : <i>"de entrar en la guerra solamente podríamos al lado de Alemania, porque el Eje lucha hoy contra todo lo que es en el fondo anti-España"</i>.</p>
À partir de 1941, une politique pragmatique et opportuniste : <ul style="list-style-type: none"> • Novembre 1942 : retour à la neutralité • Juillet 1943 (arrestation de Mussolini) : retour à la stricte neutralité • 1944 : retrait de ce qui restait de son aide à l'Axe 	<p>Le retour à la neutralité s'inscrit dans un contexte de transformations des rapports de force :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entrée en guerre des États-Unis ; • en Espagne, des tensions croissantes entre phalangistes et militaires⁸⁹ : le général Gómez-Jordana devient ministre des Affaires étrangères à la place de Serrano Súñer ; • débarquement allié en Afrique du Nord (opération <i>Antorcha</i>) qui met fin aux ambitions impériales franquistes. La neutralité est vue comme un moyen de survivre à l'effondrement de l'Axe, auquel le régime cesse de s'identifier publiquement, et déploie une rhétorique anti-communiste ; • pressions alliées, principalement des États-Unis, pour mettre fin à l'aide officieuse à l'Axe. <p>L'embargo allié s'intensifie, si bien que Franco accepte d'expulser les espions allemands. Son objectif est alors de survivre à l'effondrement de l'Axe. À cette fin, il s'appuie sur sa rhétorique anti-communiste et catholique pour mettre en œuvre une opération de propagande destinée à le présenter comme la « sentinelle de l'Occident » et « l'homme qui fut capable de préserver l'Espagne de la guerre ». Dans le même temps débute un processus de diabolisation de Serrano Súñer, présenté comme l'unique responsable des accointances avec l'Axe.</p> <p>L'opération cosmétique visant à gommer les aspects du régime les moins démocratiques et les plus favorables à l'Axe poursuit le même but mais se solde à court terme par un échec, puisque l'Espagne franquiste ne parvient pas à entrer à l'ONU.</p>

87. Le 25 septembre 1940, l'armée coloniale française repousse à Dakar une attaque des forces du général de Gaulle, montrant ainsi sa fidélité à Vichy et Pétain. Vichy avait garanti la neutralité de son armée uniquement si l'intégrité de l'empire d'Afrique du Nord était garantie.

88. L'Opération Felix prévoit l'attaque allemande de Gibraltar. Elle est planifiée le 12 novembre 1940 pour couper l'accès de la Méditerranée aux Britanniques. Pour cela, Hitler demande à faire passer ses troupes à travers l'Espagne. Franco émet des réserves à ce passage : il fait dire à Hitler qu'il ne peut pas l'autoriser à pénétrer en Espagne tant que celle-ci est approvisionnée en pétrole et surtout en blé (dans un contexte de famine en Espagne) par les Britanniques et les Américains.

89. Le 16 août 1942 a lieu une tentative d'attentat contre le général Varela, ministre de l'Armée, menée par un groupe de phalangistes. Un conseil de guerre exécuta l'un des responsables.

Mise au point sur la *División Azul*.

Cette division de 45 500 volontaires et de 1 500 officiers, active de juin 1941 à novembre 1943, est le symbole de l'engagement de l'Espagne aux côtés de l'Axe, malgré une non-belligérance affichée. Serrano Súñer, que l'ambassadeur allemand à Madrid informe dès les premières heures du 22 juin 1940 de l'opération « *Barbarroja* », transmet immédiatement à Franco le souhait de la Phalange de participer à la lutte via un contingent de volontaires. On se reportera au livre de Xavier Moreno Julia pour caractériser le rôle joué par la mobilisation phalangiste dans le conflit⁹⁰ et sa contextualisation au sein des relations entre l'Allemagne nazie et l'Espagne de Franco.

Les premières années du franquisme : répression de l'opposition et des maquis républicains

En quoi la répression violente de la résistance est-elle une caractéristique fondamentale du premier franquisme ? L'analyse de cette répression permet de souligner les priorités de la politique franquiste pendant la guerre, et de contribuer à la déconstruction des récits franquistes sur cette période.

L'Espagne franquiste a ses camps que le régime qualifie de « colonies pénitentiaires ». Beaucoup ne ferment qu'en 1942 : la plus tristement connue, celle de Miranda de Ebro, près de Burgos, ne ferme qu'en 1947⁹¹. Les prisonniers politiques, hommes ou femmes, sont divisés en trois catégories⁹². Les conditions sanitaires et alimentaires y sont déplorables et la mortalité forte.

Il est difficile de décompter le nombre des « victimes républicaines du franquisme, dont les familles eurent parfois le plus grand mal à faire reconnaître le décès officiellement, quand elles ne furent pas contraintes à un exil forcé, à l'éparpillement géographique et au silence⁹³ ». En ce qui concerne la violence des insurgés de 1936, elle est intrinsèque et intimement liée à la reconquête du territoire. Le général Emilio Mola l'a formulée en ces termes dans son « Instruction réservée numéro 1 » adressée aux futurs chefs militaires du coup d'État : « On tiendra en compte le fait que l'action doit être d'une violence extrême afin de réduire au plus vite l'ennemi qui est fort et bien organisé. Tous les dirigeants des partis politiques, sociétés et syndicats non affiliés au Mouvement [insurrectionnel] seront bien sûr emprisonnés ; des châtiments exemplaires seront appliqués aux dits individus afin d'étrangler les mouvements de rébellion ou de grève ». Il devait aussi déclarer le 19 juillet suivant : « il est nécessaire de propager un climat de terreur. [...] Quiconque est ouvertement ou secrètement un partisan du Front populaire doit être fusillé. » Franco n'a jamais atténué, contrairement à ce qu'il a voulu faire croire plus tard, cette politique de violence, bien au contraire⁹⁴. Selon Hugh Thomas, « le fait de sauver des vies humaines ne préoccupa jamais particulièrement Franco, qui mit à profit sa victoire pour poursuivre son odieuse politique de *limpieza*⁹⁵ ».

90. Xavier MORENO JULIA, *La División Azul. Sangre española en Rusia, 1941-1945*, Barcelona, 2005.

91. Voir Javier RAMOS, *Los campos de concentración del franquismo, Lugares con historia*, 2015.

92. Voir Paul PRESTON : les *forajidos* (hors-la-loi) jugés irrécupérables et souvent passés collectivement par des tribunaux, sans respect de leurs droits fondamentaux et de défense. Les « *desafectos* » du camp républicain, considérés comme récupérables (car sans idéologie marquée) à condition d'expier, et les « *hermanos forzados* » à savoir les Espagnols recrutés de force par les républicains. Les conditions sanitaires et alimentaires y sont déplorables et la mortalité est forte. Les violences de masse, comme les crimes suivis d'entassement des corps dans des fosses communes, ont surtout eu lieu avant et pendant la guerre civile. Le dernier camp disciplinaire ferme bien après la guerre, en 1966 : situé à Tefia, à Fuerteventura (Iles Canaries), il sert à rééduquer les homosexuels.

93. Jean-François BERDAH, « *Épuration et répression politique en Espagne pendant la guerre d'Espagne et la post-guerre (1936-1945)* », *Amnis*, n°3, 2003 (depuis, des travaux ont actualisé les données chiffrées).

94. Il a lui-même supervisé de nombreuses sentences et il disait le 22 juillet 1936 : « Il n'y aura pas de pardon pour ceux qui persistent dans l'hostilité ou qui prétendent se rendre à la dernière heure ». Cité dans REIG TAPIA, A., « *Represión y esfuerzos humanitarios* », *op. cit.*, p. 576.

95. Hugh THOMAS, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1985.

Si les premières victimes de la répression ont été les officiers de l'armée républicaine et quelques personnalités ouvertement légalistes, à partir de la victoire d'avril 1939 la violence touche tout le peuple, la loi du 9 février 1939 sur les responsabilités politiques étant rétroactive (une « justice à l'envers » selon Serrano Suñer⁹⁶). À partir du 26 janvier 1940, un décret stipule que la signature de Franco sur une condamnation à mort n'est plus nécessaire : la répression s'accroît⁹⁷. La population carcérale augmente donc considérablement après avril 1939 (250 000 individus environ à son maximum). La persécution organisée va jusqu'au-delà des frontières. Comme le montre Paul Preston, quand le régime de Vichy ne s'empresse pas à extraditer les républicains espagnols réfugiés sur son territoire, les services de Franco font enlever les opposants⁹⁸. Quant aux exécutions entre avril 1939 et juin 1944, elles sont estimées entre 150 000 et 200 000 morts⁹⁹. Elles donnent parfois lieu à des protestations internationales, comme ce fut le cas pour les « Trece Rosas », 13 jeunes femmes dont 7 ont alors moins de 21 ans, exécutées le 5 août 1939 à Madrid. Ces chiffres validés par les nombreuses monographies remettent en cause ceux donnés par le pouvoir (entre 8 000 et 10 000 morts).

Il ne faut pas oublier l'aspect économique de la violence, comme le soulignent Paul Preston¹⁰⁰ et Jean-François Berdah¹⁰¹. Preston affirme que la répression se traduit par un « gigantesque programme d'extorsion de fonds » prévue par la loi sur les Responsabilités politiques du 9 février 1939 créant notamment le concept de « passivité nuisible ». De nombreuses amendes et confiscations d'entreprises, d'usines, de cliniques, de maisons, de comptes en banque, de mobilier, etc., ruinent les victimes. En outre, comme ce texte est rétroactif, il vise même des personnes déjà exécutées ou exilées (dont on fait le procès quand même), au détriment de leurs familles. Mais le Tribunal des Responsabilités politiques ne peut faire face au nombre massif de délations et de dossiers en cours de traitement : en avril 1945, ses travaux sont suspendus : il reste alors 42 000 dossiers en suspens. Ce capital spolié comptera dans le développement futur de l'Espagne.

En 1954, le régime a reconnu 270 719 prisonniers condamnés, sans compter les travailleurs-esclaves des camps ou les 12 000 enfants de républicains placés d'office dans des institutions religieuses (10 000 rien qu'en 1940) : la loi du 14 décembre 1940 qui autorise le régime à changer les noms et prénoms de ces enfants rendra leur recherche par les parents survivants quasi impossible¹⁰².

La répression s'applique aussi aux républicains réfugiés en France. Les premiers à être ainsi raflés le sont à Angoulême le 20 août 1940 : ils sont déportés par le « convoi des 927 »¹⁰³.

D'autre part, le régime exerce une emprise sur la population : contrôle du système éducatif, de la presse ; mise en place d'une propagande relayée du haut des chaires d'églises ; diffusion d'une histoire officielle dont le régime dépend pour sa survie, et qui annihile la mémoire des persécutés. Paul Preston nomme cela « l'exil intérieur¹⁰⁴ ».

96. Ramón SERRANO SUÑER, *Entre el silencio y la propaganda, la Historia como fue. Memorias*, Barcelone, 1977.

97. Paul PRESTON, *op. cit.*, p. 685.

98. C'est le cas de l'ancien ministre de la Justice de Negrín, Mariano Ansó, qui réchappe de son enlèvement à Nice le 10 décembre 1940.

99. Il faudrait ajouter à ces chiffres les règlements de compte personnels partout en Espagne (quelques milliers de victimes).

100. Paul PRESTON, *op. cit.*, p. 697.

101. Jean-François BERDAH, « [Épuration et répression politique en Espagne pendant la guerre d'Espagne et la post-guerre \(1936-1945\)](#) », *Amnis* [En ligne], 3 | 2003.

102. Paul PRESTON, *op. cit.*

103. *Ibid.*, p. 714.

104. *Ibid.*, p. 719.

L'existence d'une guérilla a été un argument utilisé par le pouvoir pour mener une politique répressive chaque fois plus dure. La résistance au franquisme a été menée principalement dans les campagnes et a pris la forme d'un mouvement de guérilla polymorphe. Il est difficile de chiffrer cette résistance : Secundino Serrano¹⁰⁵ avance le chiffre de 5 à 6 000 guérilleros pour l'ensemble de la période, auxquels il faut ajouter 60 000 agents de liaison, c'est-à-dire des civils collaborateurs de la guérilla ou accusés par les forces de l'ordre de l'être. Les maquis subissent la répression du régime. À partir de 1944, ils tissent des liens forts avec la Résistance française. En effet, entre 3 000 et 4 000 guérilleros de la UNE ayant pris part à la libération de la France participent à l'opération organisée par le Parti communiste en exil et baptisée « Reconquête de l'Espagne », opération qui échoue. Néanmoins, plusieurs combattants rejoignent des groupes de guérilla agissant déjà à l'intérieur pour créer des *agrupaciones guerrilleras* et poursuivre la lutte contre la dictature. Malgré son influence, le Parti communiste ne transforme pas ces maquis en une armée de libération nationale.

Cette résistance armée induit une série d'actions que l'on peut qualifier de « résistances quotidiennes ». Ainsi, dans la zone du Maestrazgo où est implanté le Groupement de guérillas du Levant et de l'Aragon, les paysans cachent une partie de la production agricole, alimentent le marché noir et dénoncent les abus des acteurs de la lutte antiguérilla¹⁰⁶.

Peu de femmes ont rejoint les groupes de guérilla¹⁰⁷ mais elles ont participé aux maquis. Les parcours de Esperanza, Angelita et Armada Martinez ainsi que celui de Remedios Montero traduisent la participation plurielle des femmes à la lutte antifranquiste. Au départ appuis de la guérilla, elles deviennent agents de liaison puis rejoignent le Groupement de guérillas du Levant et de l'Aragon. Tout comme les guérilleros des maquis, elles sont exfiltrées vers la France en 1952 puis envoyées clandestinement en Espagne pour évacuer des combattants isolés. C'est à ce moment-là qu'elles sont arrêtées.

Lexique spécifique à faire acquérir : *colaboración, División Azul, maquis, neutralidad, no-beligerancia, la Nueve, represión, resistencia, guerrilla, guerrilleros*

Exemple de mise en œuvre

Cette proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

Étudier la participation espagnole à la Résistance française à travers le roman graphique de Paco Roca, *Los Surcos del azar*
Après avoir lu des fragments du roman graphique, les élèves identifient le document et travaillent sur les liens entre histoire et fiction. Ils réalisent ensuite le dossier documentaire qui a permis à l'auteur d'intégrer, à son récit, des faits historiques soigneusement renseignés. L'activité s'achève par un regard critique sur les documents. La proposition pédagogique « [La participation espagnole à la Résistance française](#) » est accessible en ligne.

105. Secundino SERRANO, *op. cit.*

106. Mercedes YUSTA RODRIGO, *La guerra de los vencidos: el maquis en el Maestrazgo turolense, 1940-1950*, Saragosse, 1999, p. 150-162.

107. Secundino SERRANO les estime à une centaine.

Pièges à éviter

- Réduire la participation des Espagnols à la Résistance au rôle de la Nueve.
- S'en tenir au mythe d'une résistance espagnole interne inexistante.
- Ne pas déconstruire le mythe selon lequel la neutralité de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale résulterait d'une stratégie habilement élaborée par Franco.
- Ne pas proposer une chronologie du conflit propre à l'Espagne.

Bibliographie et ressources

Liens vers des ressources sur le site de [l'ambassade d'Espagne](#).

Sur le chapitre 1

Quelques ressources accessibles sur l'Amérique latine dans la Seconde Guerre mondiale

- Sur le site de l'Uned, Josefina Martínez Álvarez, Clara Gómez Sánchez « [La Segunda Guerra mundial](#) » : analyse des causes, de l'évolution et des conséquences de la Seconde Guerre mondiale.
- Sur la participation des pays d'Amérique latine dans la guerre : « [América latina en la Segunda Guerra mundial](#) » : raisons, modes et conséquences de l'implication de l'Amérique latine (avec documents iconographiques utilisables en fond).

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Des [éclairages thématiques de l'historienne suisse Aline HELG](#) sur le site Baripedia (disponible en français).
- Un point sur le [rôle particulier du Mexique aux côtés des Alliés](#) par Clemente Núñez en 2021 (en espagnol).

Sur le chapitre 2

Sitographie

- Sur le système concentrationnaire et les génocides
 - [Museo del Holocausto de Buenos Aires](#).
 - [United States Holocaust Memorial Museum \(recursos en español\)](#).
 - [Museo memoria y Tolerancia de Ciudad de México](#).
- Le site officiel consacré au [camp de Mauthausen](#)
- Sur les Espagnols dans le système concentrationnaire nazi
 - Benito BERMEJO SÁNCHEZ, [Españoles en la tormenta \(II\) 1940-1945. « Los campos de la muerte »](#) : documentaire qui couvre la période allant de la construction du camp à sa fin. On y trouve des documents d'archives, des images actuelles du camp mais aussi des témoignages des survivants.
 - Benito BERMEJO SÁNCHEZ, [Españoles en Mauthausen](#), canal UNED.
 - [Témoignage de Francisco Boix en vidéo](#)
 - [Informe Semanal : « Mauthausen : el deber de recordar »](#), RTVE, 2012.

Bibliographie

- Josep CALVET, *Huyendo del Holocausto*, conférence donnée à Toulouse le 14 avril 2016 et disponible sur le portail national de ressources.
- Danielle ROZENBERG, « [L'Espagne face à la Shoah](#) », in *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2015.
- Témoignages, ressources littéraires
 - Benito BERMEJO, *Francisco Boix, el fotógrafo de Mauthausen*, Éd RBA, 2002. Livre en espagnol richement illustré et accessible pour les élèves. Transcription complète du témoignage de Boix au tribunal de Nuremberg.
 - Carlos HERNÁNDEZ DE MIGUEL, Ioannes ENSIS, *Deportado 4443*, Éd Sine qua non, 2021. Roman graphique en espagnol sur la vie concentrationnaire à Mauthausen et Gusen.
 - Jorge SEMPRUN, *L'Écriture ou la vie*, 1996.
 - Pere VIVES I CLAVES, *Lettres des camps de concentration*, Éd. Mare Nostrum, 2017.
 - Amicale de Mauthausen, *La part visible des camps, Imágenes y memoria de Mauthausen*, Éd Tiresias, Catalogue de l'exposition homonyme, 2005. Livre bilingue avec de nombreuses photographies.
- Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques
 - Josep CALVET BELLERA, *Huyendo del Holocausto : judíos evadidos del nazismo a través del pirineo de Lleida*, Ed. Mileno, 2015.
 - Danielle ROZENBERG, *L'Espagne contemporaine et la question juive. Les fils renoués de la mémoire et de l'histoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2006.
 - Alejandro BAER, *Los vacíos de Sefar. La memoria del Holocausto en España*, *Política y Sociedad*, Vol. 48, No. 3: p. 501-518, 2011.

Sur le chapitre 3

Sitographie

- Sur la participation des Espagnols à la Résistance française
 - Diego Gaspar CELAYA, « [D'un mythe à l'autre, Mémoire et histoire des Espagnols dans la Résistance](#) » in *Chemins de traverse mémoriels et fabrique des médiations*, *Revue Conserveries mémorielles*, n° 20, 2017.
 - Diego Gaspar CELAYA, « [Portrait d'oubliés. L'engagement des Espagnols dans les Forces françaises libres, 1940-1945](#) » in *Revue Historique des Armées* n° 265, 2011.
 - Diego Gaspar CELAYA, « [En Résistance : la guerre continue](#) », in Jordi Canal et Vincent Duclert (éd.), *La Guerre civile espagnole (1936-1939) un événement qui a façonné l'Europe*, Armand Colin, Paris, 2016.
 - Diego Gaspar CELAYA, « [De l'oubli, des mythes, de l'histoire. Histoire et mémoire des volontaires espagnols dans la Résistance française](#) » in *Historiografías*, 12, Julio-Diciembre 2016, p. 70-86.
 - [Présentation du livre d'Evelyn Mesquida par elle-même](#), en espagnol.
- Sur l'attitude de l'Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale
 - Anne DULPHY, [Les relations bilatérales France-Espagne : un survol historique](#), *Lettre de l'IRSEM*, n° 8, 2012.
 - Manuel GÓMEZ PÉREZ, *España durante la Segunda Guerra Mundial*, Universidad de Sevilla, Sanluca la Mayor, 2013.
 - Enrique MORADIELLOS, « [Franco en la Segunda guerra Mundial](#) », *Temas para el Debate*, n°186, 2010, p. 26-28.
 - Ángel VIÑAS, « [Sabiduría y hábil prudencia](#) », *Temas para el Debate*, n°186, 2010, p. 23.

- Sur la violence et les maquis
 - Jean-François BERDAH, « [Épuration et répression politique en Espagne pendant la guerre d'Espagne et la post-guerre \(1936-1945\)](#) », *Amnis* [En ligne], 3 | 2003.
 - Julián CASANOVA RUIZ, Ángela CENARRO, *Pagar Las Culpas. La Represión Económica En Aragón (1936-1945)*, *El Agitador*, 2014.
 - Mercedes YUSTA RODRIGO, « [L'historiographie de la Résistance antifranquiste espagnole en relation avec l'historiographie de la Résistance française](#) », in Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, p. 277-291.
 - Mercedes YUSTA RODRIGO, « [Una guerra que no dice su nombre, los usos de la violencia en el contexto de la guerrilla antifranquista](#) » in *Historia social, Instituto de Historia social/Centro Alzira-valencia de la UNED*, 2008, p. 109-126 HAL 2008.
 - Mercedes YUSTA RODRIGO, « [Le premier franquisme "vu d'en bas". Résistance armée et résistances quotidiennes \(1939-1952\)](#) » in *Vingtième siècle. Revue d'Histoire* 2015/3, n° 127, p. 231-244.
- Autres ressources en ligne
 - Gustavo MORALES DELGADO, Isabel Baeza Fernández, [La división azul](#), Espacios abiertos, Uned, 2014.
 - Dagmar ROSENBAUER et Andrea MOKOSCH, *Franco, le dictateur oublié, épisode 2, Allemagne*, 2017, 18 min 9 s à 20 min 23 s : Témoignage de Francisco Armengo, volontaire de la División Azul.
 - « [La División Azul, españoles en la Wehrmacht](#) », *Documentos*, RNE, 08/10/2021.
 - « [Los Maquis](#) », *Documentos*, RNE, 29/06/2013.

Bibliographie

- Serge BUJ, « Guerre d'Espagne et résistance française, destins croisés », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 16 | 2016. Il s'agit d'un compte rendu du livre de Mario MARTIN GIJON, *La resistencia franco-española (1936-1950)*, Badajoz, 2014.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, 1999.
- Jean-François MURACCIOLE, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, 1993.
- Evelyn MESQUIDA, *La Nueve, 24 août 1944 : Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Paris, 2011.
- Paco ROCA, *Los Surcos del Azar*, éd Astiberri, 2019 (roman graphique).
- Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques
 - Enrique MORADIELLOS, « [España y la Segunda Guerra mundial, 1939-1945: Entre resignaciones neutralistas y tentaciones beligerantes](#) » in Carlos Navajas (éd.), *Siglo. Actas del V Congreso de Historia de Nuestro tiempo*, Logroño, Universidad de la Rioja, 2016, p. 55-74.
 - Paul PRESTON, *Une guerre d'extermination : Espagne 1936-1945*, Paris, 2016.
 - Javier TUSELL, *Franco, España y la Segunda Guerra Mundial. Entre la neutralidad y el Eje*, Madrid, 1995.
 - Secundino SERRANO, *Maquis, historia de la guerrilla antifranquista*, *Temas de Hoy*, 2001. Publié en français en 2021 : *Maquis, Histoire des guérillas anti-franquistes*, Paris, 2021.